

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SOUTIEN RÉGIONAL AUX ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE : 2ÈME AFFECTATION 2023
CHÈQUES MOBILITÉ : SOLDE 2023
GRATUITÉ DES TRANSPORTS : ACOMPTE 2023
1ÈRE VAGUE AAP "UNE CHANCE POUR TOUS"
ÉCOLES DE PRODUCTION

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 : Fiches projet E2c	13
Annexe 2 : Avenant convention E2c 2023	38
Annexe 3 : Chèques mobilité solde 2023	44
Annexe 4 - Fiches projet 1 "une chance pour tous"	47
Annexe 5 : Convention annuelle type "une chance pour tous"	62
Annexe 6 : Fiches projet écoles de production - Fonctionnement	80
Annexe 7 : Fiche projet école de production - Investissement	87

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Le présent rapport a pour objet :

- d'attribuer le montant total du financement 2023 alloué aux huit E2c franciliennes, sur la base des fiches projet figurant en annexe n° 1 à la délibération ;
- d'affecter, au titre de l'année 2023, **3 344 620,37 €** correspondant au solde de la compensation annuelle aux E2c d'Île-de-France sur la base de l'avenant type figurant en annexe n° 2 à la délibération et d'autoriser la présidente du conseil régional à les signer ;
- d'affecter une autorisation d'engagement de **2 401 694,16 €** au titre de l'acompte de la subvention 2023 allouée à Île-de-France mobilités dans le cadre du financement de la gratuite transport pour les jeunes en insertion ;
- d'affecter et d'attribuer **300 000 €** aux missions locales franciliennes correspondant au solde du dispositif « Chèque mobilité » au titre de l'année 2023 dont le détail figure en annexe n°3 ;
- d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **530 500 €** en faveur des 7 projets retenus au titre de la première session de réponse à l'appel à projets « une chance pour tous » sur la base des fiches projet figurant en annexe n°4 à la délibération ;
- d'approuver la convention régionale annuelle « une chance pour tous » figurant en annexe n°5 ;
- d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **420 000 €** en faveur des 3 écoles de production franciliennes existantes, conformément au règlement d'intervention adopté lors de la commission permanente du 23 mars 2022, délibération CP 2022-150 dont les projets figurent en annexe n°6 à la délibération ;
- d'attribuer une subvention d'investissement au titre du soutien aux écoles de production pour un montant de **100 000 €** en annexe n°7 à la délibération.

2. Contexte et financement

a) 2^{ème} affectation 2023 aux écoles de la deuxième chance :

Le rapport propose d'attribuer à chaque E2c concernée le montant de sa compensation prévisionnelle annuelle et le montant maximal de la prime pouvant être versé, soit un montant total de **8 352 354,50 €** (dont 7 954 624,00 € au titre de la compensation et 397 730,50 € au titre du financement à la performance).

Le tableau ci-dessous précise la nature et la répartition de ces montants par école :

E2c	Financement 2023	Montant de l'avance affecté en janvier 2023	Montant du solde à affecter CP du 05/07/23	Dont prime à la performance 2023
75	1 116 150,00 €	669 690,00 €	446 460,00 €	53 150,00 €
77	1 110 819,15 €	687 114,54 €	423 704,61 €	52 896,15 €
78	1 131 121,95 €	694 075,41 €	437 046,54 €	53 862,95 €
91	884 100,00 €	490 770,00 €	393 330,00 €	42 100,00 €
92	669 060,00 €	383 670,00 €	285 390,00 €	31 860,00 €
93	1 400 000,00 €	840 000,00 €	560 000,00 €	66 666,00 €
94	796 798,80 €	478 079,28 €	318 719,52 €	37 942,80 €
95	1 244 304,60 €	764 334,90 €	479 969,70 €	59 252,60 €

Total	8 352 354,50 €	5 007 734,13 €	3 344 620,37 €	397 730,50 €
-------	-----------------------	----------------	-----------------------	---------------------

Pour 2023, le financement régional s'élève à **8 352 354,50 €** dont un budget de 990 919,30 € au titre du PRIC, et qui se décompose ainsi : 250 000 € à l'E2c Paris (3^{ème} site 24 rue du Maroc dans le 19^{ème} arrondissement), 314 219,30 € pour la Seine-et-Marne (site de Meaux), 203 700,00 € pour l'E2c des Yvelines (site de Chanteloup) et de 160 000,00 € pour le Val d'Oise (site de Beaumont) et 63 000 € pour l'Essonne pour la création d'une antenne décentralisée à Etampes.

En 2022, 3 132 jeunes ont été accompagnés par les E2c. Les résultats à l'issue du parcours en E2c sont de 64% de sorties positives dont 22% en formation, 20% en alternance et 21% en emploi direct. En accompagnement post-parcours à 12 mois les sorties positives atteignent 73%. Un bilan synthétique de l'activité et des résultats 2022 des E2c est consultable auprès du secrétariat général.

Du fait du type de public accueilli en stage par les structures de formation et d'insertion (adultes en situation de reconversion professionnelle), il est proposé d'assouplir la mesure 100 000 stages en ce sens afin de permettre de répondre aux obligations du nombre de stagiaires à accueillir.

b) Gratuité des transports pour les jeunes en insertion : acompte 2023

La mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion », est accordée aux jeunes de 16 à 25 ans, résidant en Île-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire et engagés dans l'un des dispositifs suivants : Parcours d'entrée en emploi (PEE), les dispositifs et programmes de types Qualifiants, Ecole de la Deuxième chance et Programme régional de formations transversales (PRFT).

La convention triennale 2023-2025, fixant les modalités d'intervention régionale entre la Région et Île-de-France Mobilités, prévoit l'attribution de la subvention annuelle en deux temps :

- Versement d'un acompte : à partir du 1^{er} juillet de l'année N, Île-de-France Mobilités émet une demande d'acompte, d'un montant égal à 80% des titres de transport financés en N-1 ;
- Versement du solde : à partir du 1^{er} mars de l'année N+1, Île-de-France Mobilités émet un titre de recette correspondant au solde de la subvention régionale pour l'année N, sur la base du nombre de titres financés au cours de l'année N.

Pour information, le montant global de la subvention pour l'année 2022 s'élevait à 2 684 414 € correspondant au financement de 35 697 mensualités Navigo.

Le présent rapport propose d'affecter, au titre de l'acompte 2023, un montant d'autorisation d'engagement de **2 401 694,16 €** à Île-de-France Mobilités, le calcul de l'acompte comprend l'augmentation du coût de l'abonnement NAVIGO.

c) Chèques mobilité : solde 2023

Le dispositif « Chèques Mobilité » permet aux jeunes inscrits en Mission locale de bénéficier d'une aide pour leurs déplacements ponctuels. Il a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes franciliens.

Ces « Chèques Mobilité » d'une valeur faciale de 4 ou 8 € sont utilisés pour l'achat de titres de transport en commun auprès de la RATP, de la SNCF et des sociétés de transports adhérentes de l'Organisation Professionnelle du Transport en Île-de-France (OPTILE) dans le cadre de leurs démarches de recherche d'emploi ou de formation.

La convention régionale « Chèques mobilité » entre la région Île-de-France et les missions locales d'Île-de-France, renouvelée par délibération n° CR 2022-084 du 12/12/2022, prévoit un financement annuel qui permet de couvrir les besoins de chèques mobilité.

Afin de prendre en compte l'augmentation de la carte Navigo mensuelle, une réflexion est en cours dans les services pour proposer en 2024 une revalorisation du montant de la valeur faciale des chèques mobilité.

La délibération n° CP 2023-039 du 25 janvier 2023 a permis une affectation d'un montant de 1 200 000 € au titre de l'avance 2023. Le présent rapport propose l'affectation du solde de cette subvention pour un montant total de 300 000 € d'autorisations d'engagement.

L'annexe 3 à la présente délibération indique la répartition des soldes de la subvention par mission locale.

d) Appel à projets « Une chance pour tous » : financement des projets retenus

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Les projets retenus s'inscrivent dans la politique d'orientation de la Région notamment portée par l'Agence Oriane, et dans la politique globale régionale faisant, pour 2023, de la jeunesse une priorité

Au titre de la première session de candidatures, le présent rapport propose d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **530 500 €** dont le détail figure en annexe 4 à la délibération.

Par ailleurs, il est proposé d'adopter la convention régionale annuelle « une chance pour tous » qui figure en annexe 5 à la délibération.

e) Soutien aux écoles de production

▪ Fonctionnement (délibération cadre n° CP 2022-150 du 23 mars 2022)

Les écoles de production sont des écoles techniques privées reconnues par l'Etat au titre de l'article L.443-6 du code de l'éducation, gérées par des organismes à but non lucratif.

Les écoles de production s'adressent aux publics les plus jeunes, dès 15 ans, décrocheurs ou en passe de décrocher du système scolaire classique. Elles dispensent sous statut scolaire un enseignement général et un enseignement technologique et professionnel, en vue de l'obtention d'une qualification sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles. Elles mettent en œuvre une pédagogie adaptée qui s'appuie sur une mise en condition réelle de production.

Il existe actuellement 3 écoles de production en Île-de-France : l'ICAM à Lieusaint, Graines d'Avenir à Magny-les-Hameaux et Iron Academy à Stains.

Conformément au règlement d'intervention adopté lors de la commission permanente du 23 mars 2022, délibération CP 2022-150, le présent rapport propose un soutien en fonctionnement à ces 3 écoles, et ainsi d'affecter un montant de **420 000 €** d'autorisation d'engagement, au titre du PRIC dans le budget 2023.

▪ Investissement (délibération-cadre n° CP 2022-150 du 23 mars 2022)

L'école de production de l'Institut Catholique d'Arts et Métiers (ICAM) - Site de Grand Paris Sud qui a ouvert ses portes en 2017, est une structure qui accompagne et forme, en 2 ans, 24 jeunes au sein d'une section usinage tournage-fraisage (CAP Conducteur d'Installation de Production). Elle a l'expérience du suivi de 5 promotions dont 3 diplômés et 2 en cours de formation. Elle est insérée au sein du réseau de la Fédération Nationale des Ecoles de Production et des 5 autres écoles de production ICAM. Dans le cadre du développement de son école, l'ICAM - Site de Grand Paris Sud

souhaite ouvrir une 2ème section sur un second métier "Electricité" pour atteindre un nombre d'élèves de 48. Pour créer cette 2ème section, l'ICAM doit, pour la partie travaux, réorganiser l'atelier, créer des vestiaires, aménager une zone de bureau et, pour la partie équipements, acquérir du nouveau matériel, un véhicule pour le chantier et des maquettes pédagogiques.

Les travaux d'aménagement et d'acquisition d'équipements pour un montant de 100 000 € comprendront :

- Réorganisation de l'atelier : depuis la création de l'école de production, l'atelier (section usinage) s'est développé, installé et organisé sans la présence d'une deuxième section. Avec le projet section "électricité", une réorganisation s'impose avec notamment le déplacement des machines d'usinage pour avoir une organisation cohérente pour les 2 sections.

- Création de vestiaires : l'école fonctionne avec une zone vestiaire provisoire. Un aménagement très simple a été mis en place. Aujourd'hui dans la perspective d'une installation pérenne, les travaux permettront la construction de vestiaires fonctionnels et durables pour accueillir les 2 sections.

- Création d'espaces de bureau : les maîtres professionnels sont implantés au milieu de l'atelier sans espace dédié. Dans la perspective d'une installation fonctionnelle et durable, un espace de bureau "maîtres professionnels" sera créé pour 7 personnes (6 maîtres professionnels + un technico-commercial) et un espace de bureau "éducatif" pour 3 personnes pour des temps d'échange ponctuels (un éducateur + un maître professionnel + un jeune ou l'éducateur + 2 jeunes). Ces travaux seront réalisés avec des cloisons semi-vitrées et un toit.

L'acquisition d'équipements comprendra :

- Véhicule pour le chantier : pour assurer les déplacements du matériel, des élèves et d'un maître professionnel sur les chantiers, un véhicule adapté de type petit utilitaire sera acquis.

- Maquettes pédagogiques, divers équipements destinés à l'atelier "électricité ainsi que de l'équipement pour adapter le système d'air comprimé (compresseur) et du matériel informatique.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

SOUTIEN RÉGIONAL AUX ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE : 2ÈME AFFECTATION 2023 CHÈQUES MOBILITÉ : SOLDE 2023 GRATUITÉ DES TRANSPORTS : ACOMPTE 2023 1ÈRE VAGUE AAP "UNE CHANCE POUR TOUS" ÉCOLES DE PRODUCTION

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU la décision 2012-21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général (notifiée sous le numéro C (2011) 9380), texte présentant de l'intérêt pour l'EEE ;

VU le règlement de minimis, (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020.

VU le code de l'éducation, notamment l'article L214-14 ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L5314-1 et suivants, et ses articles L6121-1 L6121-2-1, R5131-6 et R6121-1 et suivants ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au rapport service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi ;

VU la délibération n° CR 18-10 du 18 juin 2010 relative au service public de la formation et de l'insertion professionnelles – Dispositifs régionaux « deuxième chance » à destination des 16-25 ans – Avenir Jeunes (Espaces Dynamiques d'Insertion) – Écoles de la 2^{ème} chance – Aide au permis de conduire ;

VU la délibération n° CP 11-526 du 7 juillet 2011 relative à l'aide régionale au financement de la gratuité des transports destinée aux jeunes en insertion ;

VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 relative à la participation régionale au financement du tarif uniques des forfaits Navigo, Navigo solidarité et Imagine R « étudiant » toutes zones ;

VU la délibération n° CP 15-464 du 9 juillet 2015 portant aide au transport des jeunes en insertion : nouvelle convention entre la région, le STIF, la RATP, SNCF-TRANSILIE, et l'OPTILE, relative aux modalités de financement et de distribution des chèques mobilité ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences : approbation de la convention et la mobilisation du programme acquisition des savoirs de base ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-295 du 3 juillet 2019 portant mise en œuvre du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention cadre région Ile-de-France - Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CP 2020-474 du 18 novembre 2020 relative à diverses mesures relatives à des parcours d'insertion en faveur des Franciliens les plus éloignés de l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU la délibération N° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration de clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la Convention entre la Région et l'ASP - Frais de gestion ASP 2022 - Remises gracieuses - Règlement d'intervention "Rémunération des stagiaires" ;

VU la délibération n° CP 2022-108, du 23 mars 2022, portant mesures pour la mobilité des jeunes : gratuité des transports – avenant à la convention Région-IDF Mobilités ;

VU la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022 relative au soutien aux écoles de production franciliennes ;

VU la délibération n° CP 2022-270 du 07 juillet 2022 relative au financement des Écoles de la deuxième chance en Île-de-France – Solde 2022 et conventionnement 2023-2026 ;

VU la délibération n° CP 2022-480 du 10 novembre 2022 relative à la prorogation de la convention ASP 2022, frais de gestion et diverses études ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 relative aux conventions relatives au financement 2023 des missions locales, au partenariat CARIF et OREF d'Île-de-France 2023-2027, au dispositif chèque mobilité et à la gratuité des transports ;

VU la délibération modifiée n° CP 2023-039 du 25 janvier 2023 relative à la l'avance des Ecoles de la 2^{ème} Chance et à l'avance au dispositif Chèques mobilité ;

VU la délibération n° CP 2023-094 du 29 mars 2023 relative à la gratuité des transports pour les jeunes en insertion, solde de la subvention 2022, subventions exceptionnelles et modification du règlement d'intervention « appui à l'orientation des Franciliens » ;

VU la décision du Conseil du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 6 juillet 2011, portant sur la gratuité des transports pour les jeunes suivis dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la région d'Île-de-France ;

VU le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-257 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : 2ème affectation 2023 aux écoles de la deuxième chance

Décide de participer, au titre du soutien aux actions Écoles de la deuxième chance d'Île-de-France, au financement des projets détaillés dans les fiches projets en annexe n° 1 à la présente délibération, par l'attribution de compensations et de financements à la performance d'un montant **3 344 620,37 €**, ce qui porte le montant total du financement régional à 8 352 354,50 € pour l'année 2023.

Subordonne le versement de ces financements à la signature, avec chaque bénéficiaire, de l'avenant annuel type joint en annexe n° 2 à la présente délibération, lequel prend effet au 01 janvier 2023 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de 3 344 620,37 € au titre de la seconde affectation, du financement à la performance de 397 730,50 € et du budget supplémentaire PRIC à hauteur de 990 919,30 € sous réserve de l'accord de l'Etat, disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 251 « Insertion sociale et professionnelle des personnes en recherche d'emploi », programme HP 251-001 « Mesures d'insertion professionnelle », action 12500102 « Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2023 (23001450,

23001451, 23001453, 23001454, 23001449, 23001455, 23001456 et 23001457).

Autorise les services en charge du contrôle de l'obligation « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » à déroger aux dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, pour tenir compte à la fois des difficultés rencontrées par les structures pour recruter des stagiaires entrant dans le cadre strict de la mesure (moins 25 ans et stages de 2 mois minimum), mais aussi pour répondre à la demande sociale d'un autre type de public en recherche de stages, à savoir les personnes de plus de 25 ans en situation de reconversion professionnelle.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux E2c, à compter du 1^{er} janvier 2023, par dérogation prévue à l'article 29 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Acompte 2023 : gratuité des transports pour les jeunes en insertion

Attribue à Ile-de-France mobilités, au titre de la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion », un acompte de **2 401 694,16 €**.

Affecte au titre de l'acompte de la subvention 2023 allouée à Île-de-France Mobilité pour la mise en œuvre de la mesure « gratuité des transports pour les jeunes en insertion » une autorisation d'engagement de **2 401 694,16 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256 « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501102 « Aides à la mobilité », du budget 2023.

Article 3 : Solde 2023 : chèques mobilité

Attribue aux missions locales, au titre du solde 2023 du dispositif « chèques mobilité », les subventions indiquées en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de l'annexe financière à la convention annuelle type, approuvée par la délibération n° CR 2022-084 du 12 décembre 2022 susvisée.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **300 000 €**, pour le dispositif « chèques mobilité », disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 256 « Autres », programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », action 12501102 « Aides à la mobilité », du budget 2023.

Article 4 : Projets retenus dans le cadre de l'appel à projets « une chance pour tous »

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération au titre de l'appel à projets « Une chance pour tous ».

Approuve la convention régionale annuelle « une chance pour tous » jointe en annexe 5 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions, à la signature, avec chacune des structures bénéficiaires de ladite convention et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **530 500 €** sur le chapitre 932 « Enseignement formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 256 «

Autres », Programme HP 256-011 « Orientation et accompagnement des jeunes », Action 12501103 « Structures d'insertion des jeunes », du budget 2023 de la région Île-de-France.

Article 5 : Ecoles de production / Fonctionnement

Décide de participer au financement en fonctionnement des 3 écoles de production franciliennes via le plan régional d'investissement dans les compétences par l'attribution de subventions d'un montant prévisionnel de **420 000€** dont le détail se trouve dans les fiches projet en annexe 6 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes à la convention-type « Ecoles de production - fonctionnement », approuvée par la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **420 000€** au titre du PRIC disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 256 « Autres », programme HP 256-010 « Ecoles de production », action 12501002 « Ecoles de production » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe 6 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 : Ecoles de production / Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux Ecoles de Production », au financement du projet détaillé en annexe 7 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement Soutien aux travaux et équipements dans les Ecoles de Production » adoptée par la délibération n° CP 2022-150 du 23 mars 2022, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 256 « autres », programme HP 256-010 (125010) « Ecoles de production », action 12501001 « Ecoles de production », du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projet E2c

DOSSIER N° 23001449 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES HAUTS DE SEINE- SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
669 060,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 92 ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
DES HAUTS DE SEINE
Adresse administrative : 51 RUE PIERRE
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Claude SENEQUE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date de démarrage et la date de la commission permanente

Description :

L'E2C 92 a ouvert deux sites pédagogiques sur le département des Hauts-de-Seine : l'un dans le nord, à Clichy-la-Garenne, l'autre dans le sud, à Bagneux. L'École de la deuxième chance des Hauts-de-Seine s'engage à accueillir 270 jeunes sur l'année 2023 et a réalisé 67 % de sorties positives en 2022.

Les jeunes souhaitant intégrer un parcours à l'E2C 92 doivent s'inscrire dans une dynamique volontaire d'insertion professionnelle. Afin de mesurer l'adéquation entre la candidature et le parcours proposé, le jeune a une période d'essai où les aptitudes et le comportement sont observés sur site et en entreprise. La durée maximum du parcours en E2c est de 1 400 heures. Basé sur l'alternance, il offre une remise à niveau individualisée et permet l'acquisition de compétences et savoir-faire grâce aux stages dans les entreprises. La période d'essai est de 5 semaines : 3 semaines en centre, 2 semaines en stage.

Le rythme exigeant du dispositif apporte aux stagiaires une maturité socio-professionnelle qui doit les amener à intégrer des formations diplômantes ou qualifiantes, accéder à un emploi ou commencer un apprentissage.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 669 060,00 €.

Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 637 200,00 € représentant 36% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 31 860,00 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 383 670,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 285 390,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 68	100%	9 558,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 68	75%	7 168,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 66	50%	4 779,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 62 et inférieur à 64	25%	2 389,50 €	
	Résultat inférieur à 62	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 41	100%	9 558,00 €	
	Résultat supérieur à 41 et inférieur ou égal à 42	75%	7 168,50 €	
	Résultat supérieur à 42 et inférieur ou égal à 43	50%	4 779,00 €	
	Résultat supérieur à 43 et inférieur ou égal à 44	25%	2 389,50 €	
	Résultat supérieur à 44	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 73	100%	12 744,00 €	75%
	Résultat supérieur ou égal à 72 et inférieur à 73	75%	9 558,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 72	50%	6 372,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 70 et inférieur à 71	25%	3 186,00 €	
	Résultat inférieur à 70	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 31 860,00 €

Localisation géographique :

📍 HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	46 500,00	2,63%
Services extérieurs	416 760,00	23,55%
Autres services extérieurs	126 850,00	7,17%
impôts, taxes et versements assimilés	67 030,00	3,79%
Charges de personnel	1 107 390,00	62,56%
Autres achats de gestion courante	5 470,00	0,31%
Total	1 770 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres collectivités	332 742,00	18,80%
Etat	580 575,00	32,80%
Entreprises et OPCO dont taxe d'entreprise	219 483,00	12,40%
Région	637 200,00	36,00%
Total	1 770 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001450 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE PARIS- SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM

1 116 150,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C PARIS ECOLE DE LA 2E CHANCE DE PARIS

Adresse administrative : 47 RUE D AUBERVILLIERS
75018 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Denis BOUCHARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : décalage entre la date de démarrage et la date de la commission permanente

Description :

L'E2C Paris accompagne les jeunes dans l'élaboration de leur projet professionnel et personnel au travers de trois axes principaux :

- Permettre l'acquisition des connaissances ouvrant l'accès à l'emploi choisi ou à une formation ;
- Aider à la définition, puis à la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance École et Entreprises ;
- Offrir un lieu d'éducation, de rencontres et d'apprentissage de la vie sociale et citoyenne.

Les matières enseignées sont pratiquées sous forme individualisée, à partir d'un positionnement et adaptées en fonction du projet du jeune. Ainsi chacun des apprenants progresse à son rythme, selon son niveau et son objectif. Ces matières permettent la maîtrise des savoirs de base : lire, écrire, s'exprimer en public, compter, utiliser les outils multimédias et de communication actuels, mais aussi, connaître le monde contemporain autant que le terrain social et professionnel.

Une alternance de 4 à 7 stages, sur un parcours moyen de 6.5 mois, dans des entreprises diverses, complétée par des présentations de métiers assurées tant par des CFA que par des professionnels en activité chez nos partenaires, permettent la maturation d'un projet réaliste et choisi, plutôt que contraint. L'E2c remet, en fin de parcours, une Attestation de Compétences Acquis qui établit la liste des compétences ou savoirs acquis – scolaires, professionnels, sociaux – validés tout au long du parcours.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 650 jeunes accueillis, répartis sur 3 sites (24 et 27 rue Maroc et Rue d'Aubervilliers). Un projet d'ouverture d'un 4ème lieu d'accueil dans le sud parisien en cours. En 2022, L'E2c Paris a réalisé 77% de sorties positives.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 1 116 150,00 €.

Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 1 063 000,00 € représentant 26,19% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement dont un financement complémentaire de 250 000 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 53 150,00 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 669 690,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;

Une affectation de 446 460,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 65	100%	15 945,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 63 et inférieur à 65	75%	11 958,75 €	
	Résultat supérieur ou égal à 61 et inférieur à 63	50%	7 972,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 59 et inférieur à 61	25%	3 986,25 €	
	Résultat inférieur à 61	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 24	100%	15 945,00 €	
	Résultat supérieur à 24 et inférieur ou égal à 25	75%	11 958,75 €	
	Résultat supérieur à 25 et inférieur ou égal à 26	50%	7 972,50 €	
	Résultat supérieur à 26 et inférieur ou égal à 27	25%	3 986,25 €	
	Résultat supérieur à 27	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 80	100%	21 260,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 79 et inférieur à 80	75%	15 945,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 78 et inférieur à 79	50%	10 630,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 77 et inférieur à 78	25%	5 315,00 €	
	Résultat inférieur à 77	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 53 150,00 €

Localisation géographique :
🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	147 576,00	3,64%
Services extérieurs	783 298,98	19,30%
Autres services extérieurs	244 772,99	6,03%
Impôts taxes et versements assimilés	163 230,00	4,02%
Charges de personnel	2 193 464,00	54,05%
Autres charges de gestion courante	19 348,00	0,48%
Dotations aux amortissements et aux provisions	132 088,00	3,25%
Valeurs inactives	374 732,00	9,23%
Total	4 058 509,97	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres collectivités	400 000,00	9,86%
Etat	1 317 301,00	32,46%
Entreprises et OPCO dont Taxe d'apprentissage	419 239,00	10,33%
Région	1 063 000,00	26,19%
Aides en nature	374 732,00	9,23%
Autres recettes	484 237,97	11,93%
Total	4 058 509,97	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001451 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE ET MARNE - SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 110 819,15 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE BUREAU DU HUB PLUS
Adresse administrative : 10 AVENUE DE L ENTREPRISE
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2C 77, portée par l'association Hub de la réussite depuis 2020, a démarré son activité en 2007 avec l'ouverture du site de Montereau-Fault-Yonne. Elle s'est progressivement développée sur l'ensemble du département avec une implantation sur 4 autres sites : Melun en 2009, Chelles en 2013, Montereau et Meaux en septembre 2022 qui est financé pour ce site par le plan d'investissement dans les compétences.

L'E2C propose un accompagnement global pour insérer socialement et professionnellement de jeunes adultes (16 à 25 ans) sortis sans qualification et sans diplôme du système scolaire.

Le succès de ce dispositif réside d'une part dans la volonté du jeune à « vouloir s'en sortir » et d'autre part, dans l'individualisation du suivi du parcours mené en alternance – à part égale – entre des périodes au sein des Écoles elles-mêmes (remise à niveau des savoirs de base et activités d'ouverture vers l'extérieur) et des expériences en entreprise.

Deux axes forts charpentent le modèle de ce cursus : la stabilisation du parcours des jeunes et le développement de liens étroits avec les acteurs économiques locaux.

L'E2c 77 accueille près de 480 jeunes adultes Seine-et-Marnais sur ses 4 sites.

Ces jeunes adultes bénéficient d'une rémunération, versée par la Région Ile-de-France selon leur situation sociale et familiale.

À l'issue de cette formation qui alterne périodes d'apprentissage (3 semaines) et périodes d'immersion en

entreprises (5 semaines), 65% des bénéficiaires de l'E2C 77 accèdent à l'autonomie sociale et professionnelle.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 1 110 819,15 € Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 1 057 923,00 € représentant 38% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement dont un financement complémentaire de 314 219,30 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 52 896,15 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 687 114,54 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 423 704,61 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 66	100%	15 868,85 €	
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 66	75%	11 901,63 €	
	Résultat supérieur ou égal à 62 et inférieur à 64	50%	7 934,42 €	
	Résultat supérieur ou égal à 60 et inférieur à 62	25%	3 967,21 €	
	Résultat inférieur à 60	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 35	100%	15 868,85 €	
	Résultat supérieur à 35 et inférieur ou égal à 36	75%	11 901,63 €	
	Résultat supérieur à 36 et inférieur ou égal à 37	50%	7 934,42 €	
	Résultat supérieur à 37 et inférieur ou égal à 38	25%	3 967,21 €	
	Résultat supérieur à 38	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 73	100%	21 158,45 €	
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 73	75%	15 868,85 €	
	Résultat supérieur ou égal à 69 et inférieur à 71	50%	10 579,23 €	
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 69	25%	5 289,62 €	
	Résultat inférieur à 67	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 52 896,15 €

Localisation géographique :

📍 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	52 080,00	1,87%
Services extérieurs	492 216,00	17,68%
Autres services extérieurs	98 973,00	3,56%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	130 628,00	4,69%
Charges de personnel	1 585 334,00	56,94%
Autres charges de gestion courante	399 779,00	14,36%
Dotations aux amortissements et aux provisions	25 000,00	0,90%
Total	2 784 010,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	501 587,00	18,02%
Etat	944 500,00	33,93%
Entreprises et OPCO dont Taxe d'apprentissage	280 000,00	10,06%
Région	1 057 923,00	38,00%
Total	2 784 010,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001453 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE DES YVELINES- SOLDE2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 131 121,95 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE BUREAU DU HUB PLUS
Adresse administrative : 10 AVENUE DE L ENTREPRISE
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2C 78 vise à mettre en œuvre, dans le département des Yvelines, un programme d'éducation et de formations individualisées en direction des jeunes publics, sans diplôme ni qualification ayant quitté le système scolaire depuis au moins 1 an.

Ce programme a pour finalité la construction, par chacun des stagiaires, d'un projet professionnel choisi devant déboucher, soit sur une formation qualifiante, soit sur un retour à l'emploi durable.

L'E2C 78 est portée par l'association Hub de la réussite depuis 2019.

Les caractéristiques de cette action sont :

- Un parcours en alternance par périodes de 3 semaines destiné à la fois à la remise à niveau et à faire connaissance avec le monde de l'entreprise, découvrir des métiers, confirmer ou infirmer un choix professionnel, se constituer une expérience professionnelle. La durée moyenne de parcours des jeunes est de 8 mois. La période d'essai est de 7 semaines comprenant un stage de 2 semaines.

- Un mode de fonctionnement calqué sur celui de l'entreprise tant dans le domaine des horaires (35h /semaine) que dans celui du fonctionnement interne (période d'essai, gestion des absences, rémunération des stagiaires, relationnel, ...) et des outils utilisés (bureautique, internet, annuaires professionnels, ...)

- Un parcours de formation individualisé tant dans le domaine de la remise à niveau dans les savoirs de base (français, mathématiques, bureautique) que dans la connaissance du monde professionnel et l'élaboration du projet professionnel.

En 2023, l'E2c78 s'engage à accueillir 480 jeunes répartis sur 4 sites : Mantes en Yvelines, Magnanville, Saint Quentin en Yvelines, Chanteloup les Vignes. L'E2c 78 a réalisé 55% de sorties positives en 2022.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 1 131 121,95 € Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 1 077 259,00 € représentant 38,00% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 53 862,95 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 203 700,00 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 694 075,41 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 437 046,54 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 66	100%	16 158,89 €	
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 66	75%	12 119,16 €	
	Résultat supérieur ou égal à 62 et inférieur à 64	50%	8 079,44 €	
	Résultat supérieur ou égal à 60 et inférieur à 62	25%	4 039,72 €	
	Résultat inférieur à 60	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 44	100%	16 158,89 €	
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	75%	12 119,16 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	50%	8 079,44 €	
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	25%	4 039,72 €	
	Résultat supérieur à 47	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 68	100%	21 545,17 €	
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 68	75%	16 158,89 €	
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 67	50%	10 772,59 €	
	Résultat supérieur ou égal à 65 et inférieur à 66	25%	5 386,30 €	
	Résultat inférieur à 65	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 53 862,95 €

Localisation géographique :

 YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	37 140,00	1,31%
Services extérieurs	379 100,00	13,37%
Autres services extérieurs	60 082,00	2,12%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	146 983,00	5,18%
Charges personnel	1 721 541,00	60,73%
Autres charges de gestion courante	413 047,00	14,57%
Dotations aux amortissements et aux provisions	22 000,00	0,78%
Valeurs inactives	55 000,00	1,94%
Total	2 834 893,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	359 638,00	12,69%
Etat	1 006 525,00	35,50%
Entreprises OPCO dont Taxe d'apprentissage	336 471,00	11,87%
Contributions volontaires en nature	55 000,00	1,94%
Région	1 077 259,00	38,00%
Total	2 834 893,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001454 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE ESSONNE- SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
884 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE EN
ESSONNE

Adresse administrative : 11 AV I ET F JOLIOT CURIE
91130 RIS-ORANGIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Dominique FONTENAILLE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2C Essonne destine principalement son action aux jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire, sans expérience professionnelle probante et rencontrant, de ce fait, des difficultés d'insertion professionnelle.

Depuis mars 2023, l'E2c 91 s'est engagé dans une démarche de développement à titre expérimental en ouvrant une antenne décentralisée à Etampes afin d'accueillir 22 jeunes supplémentaire passant ainsi d'un objectif d'accueil de 290 jeunes en 2022 à un objectif de 312 jeunes en 2023. Cette antenne favorise une meilleure couverture du territoire et vient en complément des 2 sites actuels à Ris-Orangis et Courtabœuf.

La formation proposée à l'E2C 91 se déroule sur une période moyenne de 7 mois, ponctuée de 5 stages en entreprise. Elle vise à accompagner le jeune dans la construction de son projet professionnel en vue d'aboutir à la signature d'un contrat de travail ou à l'entrée dans une formation qualifiante.

En 2022, 51 % de stagiaires en fin de parcours se sont vus proposés une solution d'emploi, de formation ou d'alternance.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 884 100,00 €.

Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 842 000,00 € représentant 37,41% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 42 100,00 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

La compensation annuelle comprend un financement complémentaire de 66 150 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 490 770,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 393 330,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 72	100%	12 630,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 70 et inférieur à 72	75%	9 472,50 €	
	Résultat supérieur ou égal à 68 et inférieur à 70	50%	6 315,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 68	25%	3 157,50 €	
	Résultat inférieur à 66	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 44	100%	12 630,00 €	
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	75%	9 472,50 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	50%	6 315,00 €	
	Résultat supérieur à 46 et inférieur ou égal à 47	25%	3 157,50 €	
	Résultat supérieur à 47	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 65	100%	16 840,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 65	75%	12 630,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 63 et inférieur à 64	50%	8 420,00 €	
	Résultat supérieur ou égal à 62 et inférieur à 63	25%	4 210,00 €	
	Résultat inférieur à 62	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 42 100,00 €

Localisation géographique :

 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	43 000,00	1,91%
Services extérieurs	489 000,00	21,73%
Autres services extérieurs	225 000,00	10,00%
Impôts et taxes	90 000,00	4,00%
Charges de personnel	1 340 000,00	59,54%
Autres charges de gestion courante	11 500,00	0,51%
Dotations aux amortissements et aux provisions	52 000,00	2,31%
Total	2 250 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	370 500,00	16,46%
Etat	716 000,00	31,82%
Entreprises et OPCO	307 000,00	13,64%
Reprise amortissement et provisions	15 000,00	0,67%
Région	842 000,00	37,41%
Total	2 250 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001455 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE SEINE SAINT DENIS - SODLE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 400 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE
E2C93
Adresse administrative : 6 MAIL MAURICE DE FONTENAY
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Christine DURAND, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2c 93 vise à amener des jeunes adultes de 16 à 25 ans, sans diplôme ni qualification, vers l'insertion durable : emploi direct (CDI ou CDD de plus de 6 mois), alternance (contrat de professionnalisation – contrat d'apprentissage) ou formation diplômante / qualifiante.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 624 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites respectivement situés à la Courneuve, Sevrans, Pantin et Rosny-sous-Bois. L'E2c 93 a dénombré un taux de 67% de sorties positives sur les fins de parcours en 2022.

L'E2c fonctionne sur une pédagogie individualisée, permettant d'établir un plan de formation personnalisé pour chaque jeune accueilli. Le parcours se décompose en deux temps principaux : les ateliers en centre de formation et l'immersion en entreprise. Après un positionnement initial, chaque stagiaire travaille sur les savoirs de base (maths, français, bureautique), les compétences sociales (théâtre, philosophie, activités sportives, conseil des stagiaires, projets collectifs, etc.) et les stages en entreprises, sur des métiers choisis par les stagiaires.

Les entrées et les sorties sont permanentes et le travail de l'E2c s'inscrit dans une démarche de partenariat avec les Missions Locales en amont et les centres de formation, CFA, en aval, dans une logique de scrutation des parcours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 1 400 000 €. Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 1 333 334,00 € représentant 33,49% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 66 666 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 840 000,00 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 560 000 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 73	100%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 73	75%	14 999,85 €	
	Résultat supérieur ou égal à 69 et inférieur à 71	50%	9 999,90 €	
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 69	25%	4 999,95 €	
	Résultat inférieur à 67	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 42	100%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur à 42 et inférieur ou égal à 43	75%	14 999,85 €	
	Résultat supérieur à 43 et inférieur ou égal à 44	50%	9 999,90 €	
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	25%	4 999,95 €	
	Résultat supérieur à 45	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 69	100%	26 666,40 €	
	Résultat supérieur ou égal à 68 et inférieur à 69	75%	19 999,80 €	
	Résultat supérieur ou égal à 67 et inférieur à 68	50%	13 333,20 €	
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 67	25%	6 666,60 €	
	Résultat inférieur à 66	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 66 666,00 €

Localisation géographique :

📍 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	88 700,00	2,23%
Services extérieurs	407 050,00	10,22%
Autres services extérieurs	437 660,00	10,99%
Impôts, taxes et versements	169 500,00	4,26%
Charges de personnel	2 596 922,00	65,22%
Autres charges de gestion courante	1 000,00	0,03%
Charges financières	5 000,00	0,13%
Dotations aux amortissements et aux provisions	55 440,00	1,39%
Valorisation de mises à disposition (locaux, personnels, etc.)	220 600,00	5,54%
Total	3 981 872,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	457 999,00	11,50%
Etat	1 554 190,00	39,03%
Entreprises et OPCO dont taxe d'apprentissage	362 000,00	9,09%
Région	1 333 334,00	33,49%
Aide en nature	220 600,00	5,54%
Autres recettes	53 749,00	1,35%
Total	3 981 872,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001456 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL DE MARNE - SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
796 798,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : E2C 94 ECOLE DE LA DEUXIEME
CHANCE DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : TOUR ORIX
94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Association
Représentant : Claude SAMSON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2c 94 a pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes du Val-de-Marne, âgés de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire sans diplôme ni qualification depuis au moins 1an. Elle propose des parcours de formation individualisés et en alternance visant la définition d'un projet professionnel, le développement des savoirs de base, l'acquisition de compétences sociales et professionnelles.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 340 jeunes accueillis, répartis sur 2 sites dans le Val-de-Marne, le premier sur la commune d'Orly et le second sur la commune de Créteil, avec un taux de 70% de sorties positives sur les fins de parcours en 2022.

S'appuyant sur la motivation forte des jeunes accueillis, critère principal de leur inscription, l'E2C 94 propose un parcours de formation individualisé pouvant aller jusqu'à 10 mois (1400 heures) et qui vise :

- l'acquisition de compétences ouvrant l'accès à l'emploi qualifié en français, mathématiques, bureautique et culture générale ;

- la définition puis la confirmation d'un projet professionnel à partir d'une alternance école / entreprises (3 semaines/3 semaines) ;

- l'apprentissage de la vie sociale et citoyenne par des activités culturelles et sportives.

Chaque stagiaire est accompagné par un référent unique, et le programme de formation est adapté aux besoins de chacun, selon son rythme et son niveau. Une Attestation de Compétences Acquisées, remise à chaque stagiaire, établit les compétences scolaires, sociales et professionnelles validées tout au long du parcours.

Pour mener à bien sa mission, l'E2c 94 développe des partenariats étroits avec le monde économique, facilitant les périodes de mise en situation professionnelle et l'accès à l'emploi à l'issue du parcours de formation. Elle travaille également en réseau avec les acteurs de l'orientation (en particulier les Missions Locales) et de la formation (en particulier les CFA).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 796 798,80 €

Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 758 856,00 € représentant 29,84% du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 37 942,80 € conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 478 079,28 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du 25 janvier 2023 ;
- Une affectation de 318 719,52 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de Niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 70	100%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur ou égal à 68 et inférieur à 70	75%	8 537,13 €	
	Résultat supérieur ou égal à 66 et inférieur à 68	50%	5 691,42 €	
	Résultat supérieur ou égal à 64 et inférieur à 66	25%	2 845,71 €	
	Résultat inférieur à 64	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 43	100%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur à 43 et inférieur ou égal à 44	75%	8 537,13 €	
	Résultat supérieur à 44 et inférieur ou égal à 45	50%	5 691,42 €	
	Résultat supérieur à 45 et inférieur ou égal à 46	25%	2 845,71 €	
	Résultat supérieur à 46	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 75	100%	15 177,12 €	
	Résultat supérieur ou égal à 74 et inférieur à 75	75%	11 382,84 €	
	Résultat supérieur ou égal à 73 et inférieur à 74	50%	7 588,56 €	
	Résultat supérieur ou égal à 72 et inférieur à 73	25%	3 794,28 €	
	Résultat inférieur à 72	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 37 942,80 €

Localisation géographique : VAL DE MARNE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	62 571,00	2,46%
Services extérieurs	442 639,00	17,40%
Autres services extérieurs	181 024,00	7,12%
Impôts, taxes et versements assimilés	117 184,00	4,61%
Charges de personnel	1 616 334,00	63,55%
Autres charges de gestion courante	13 523,00	0,53%
Dotations aux amortissements et aux provisions	110 000,00	4,33%
Total	2 543 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	275 000,00	10,81%
Etat	622 106,00	24,46%
Entreprises et OPCO dont taxe d'apprentissage	845 305,00	33,24%
Région	758 856,00	29,84%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	42 008,00	1,65%
Total	2 543 275,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

DOSSIER N° 23001457 - ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE VAL D'OISE- SOLDE 2023

Dispositif : Ecoles de la deuxième chance (n° 00000477)

Délibération Cadre : CP2022-270 du 07/07/2022

Imputation budgétaire : 932-251-65748-125001-400

Action : 12500102- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PAR APPLICATION DU BAREME

MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
1 244 304,60 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HUB DE LA REUSSITE BUREAU DU HUB PLUS
Adresse administrative : 10 AVENUE DE L'ENTREPRISE
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benjamin CHKROUN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Décalage entre la date de démarrage et la date d'inscription à la commission permanente

Description :

L'E2c 95, portée par l'association Hub de la réussite depuis 2019, a pour objectif de favoriser l'insertion professionnelle et la remise à niveau des connaissances en vue d'une insertion professionnelle stable, selon deux principes :

- Alternance entre formation en centre et stages en entreprise.
- Accompagnement professionnel individualisé de 8 mois et élaboration d'un parcours d'accès à l'emploi ou en formation qualifiante.

Chaque matière dispensée possède sa propre grille de suivi pour évaluer les progressions du stagiaire en fonction de son niveau d'entrée.

À la fin du parcours une attestation de compétences est remise au stagiaire.

En 2023, la capacité d'accueil prévisionnelle est de 600 jeunes accueillis, répartis sur 4 sites : Argenteuil-Bezons, Cergy Pontoise, Roissy Pays de France, Haut Val-d'Oise, et 1 antenne à Franconville.

En 2022, L'E2c 95 a réalisé 66% de sorties positives

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant maximum de la compensation annuelle, financement à la performance et financement PACTE inclus, octroyée par la Région Ile-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à 1 244 304,60 €.

Elle se décompose en :

- une compensation annuelle de 1 185 052,00 € représentant 38 % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement dont un financement complémentaire de 160 000,00 € au titre du PACTE régional d'investissement des compétences.
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de 59 252,60 €, conditionné à l'atteinte des objectifs définis dans les tableaux ci-dessous.

Cette compensation annuelle fait l'objet de deux affectations :

- Une avance de 764 334,90 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-039 du janvier 2023 ;
- Une affectation de 479 969,70 € attribués lors de la commission permanente n° 2023-257 du 05 juillet 2023, et qui fait l'objet du présent dossier.

Objectif 1	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 1 versée	Montant	Résultat 2023
Pourcentage de stagiaires à l'entrée de niveau infra 3 et 3 non validé	Résultat supérieur ou égal à 64	100%	17 775,78 €	
	Résultat supérieur ou égal à 62 et inférieur à 64	75%	13 331,84 €	
	Résultat supérieur ou égal à 60 et inférieur à 62	50%	8 887,89 €	
	Résultat supérieur ou égal à 58 et inférieur à 60	25%	4 443,95 €	
	Résultat inférieur à 58	0%	- €	

Objectif 2	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 2 versée	Montant	Résultat 2023
Taux d'abandons (dont sorties en période d'essai et sorties sans solution) sur l'ensemble des sorties	Résultat inférieur ou égal à 39	100%	17 775,78 €	
	Résultat supérieur à 39 et inférieur ou égal à 40	75%	13 331,84 €	
	Résultat supérieur à 40 et inférieur ou égal à 41	50%	8 887,89 €	
	Résultat supérieur à 41 et inférieur ou égal à 42	25%	4 443,95 €	
	Résultat supérieur à 42	0%	- €	

Objectif 3	Résultats en pourcentage	Pourcentage part 3 versée	Montant	Résultat 2023
Taux de sorties positives (en emploi, alternance et formation), avec post-suivi	Résultat supérieur ou égal à 73	100%	23 701,04 €	
	Résultat supérieur ou égal à 72 et inférieur à 73	75%	17 775,78 €	
	Résultat supérieur ou égal à 71 et inférieur à 72	50%	11 850,52 €	
	Résultat supérieur ou égal à 70 et inférieur à 71	25%	5 925,26 €	
	Résultat inférieur à 70	0%	- €	

Montant total maximum 2023 : 59 252,60 €

Localisation géographique :

📍 VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	74 650,00	2,39%
Services extérieurs	345 395,00	11,08%
Autres services extérieurs	73 480,00	2,36%
Impôts, taxes et versements assimilés	171 039,00	5,48%
Charges de personnel	1 840 056,00	59,00%
Autres charges de gestion courante	439 839,00	14,10%
Dotations aux amortissements et aux provisions	20 000,00	0,64%
Valorisation de mises à disposition (locaux, personnels, etc.)	154 100,00	4,94%
Total	3 118 559,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Collectivités territoriales	392 004,00	12,57%
Etat	1 107 403,00	35,51%
Entreprises et OPCO dont Taxe d'apprentissage	280 000,00	8,98%
Région	1 185 052,00	38,00%
Contributions volontaires en nature	154 100,00	4,94%
Total	3 118 559,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE), relatif à : Décision d'exemption SIEG (2012/21/UE)

Annexe 2 : Avenant convention E2c 2023

« Bénéficiaire »
« Code_SIRET »
« N_Action_Safir »

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS NOTIFIÉE LE « Date_notification_COM »

Article 1 : *Objet*

Le présent avenant a pour objet :

- De fixer le montant maximal de la juste compensation financière annuelle allouée à l'« Bénéficiaire » au titre de l'année 2023 conformément aux dispositions de la convention d'objectifs et de moyens adoptée par la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CP 2022-270 du 07/07/2022,
- De préciser les modalités de calcul de la juste compensation
- De fixer le nombre de stagiaires à recruter dans le cadre de la mesure 100 000 stages
- De préciser les obligations en lien avec la loi informatique et libertés pour toute la durée de la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026,
- De préciser les pièces justificatives prévues dans la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026, pour le versement de l'acompte et du solde de la compensation,
- D'informer le bénéficiaire que par délibération n° CP 2021-032 du 21 juillet 2021 la Région a intégré désormais une clause d'éthique dans les conventions passées par la Région détaillée à l'article 8 du présent avenant.

Article 2 : *Montant de la juste compensation financière annuelle*

Le montant maximum de la juste compensation financière annuelle, octroyée par la région Île-de-France au titre de l'année 2023 est fixé à
« montant_total_affectations » €.

Une part de la juste compensation financière annuelle au titre de 2023 correspond à des financements complémentaires s'élevant à XXX € au titre du PACTE régional d'investissement dans les compétences. L'attribution de ce financement est conditionnée à la signature par la région d'un PACTE régional d'investissement dans les compétences au titre de l'année de signature du présent avenant, sans préjuger de la nature et des montants financiers finalement retenus dans ce cadre.

La juste compensation financière annuelle au titre de l'année 2023 se décompose en :

- une compensation annuelle de « Montant_total de_la_subvention » €, représentant
« TIR » % du montant annuel estimé des coûts de fonctionnement
- un bonus lié au plan d'amélioration de service de « Montant_maxi_bonus » €, conditionnée à l'atteinte des objectifs définis à l'article 3 ;

La juste compensation annuelle fait l'objet de deux versements :

- Une avance de «Montant_de_lavance» € déjà versée suite à la délibération n° CP 2023-039 du 25/01/2023 ;
- Un solde de «Montant_du_solde» € compte tenu du montant de la juste compensation financière annuelle au titre de 2023 arrêté au premier alinéa du présent article, conformément à la délibération n° «Numéro_de_rapport» du

«Date_de_délibération».

Article 3 : Modalités de calcul du bonus lié au plan d'amélioration de service

Ce bonus est calculé en fonction de l'atteinte d'objectifs fixés lors du comité de pilotage. Il est divisé en trois parts :

- Part 1, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de niveau des jeunes à l'entrée, correspondant à **30%** du montant total du bonus, soit XXXXX

€ maximum ;

- Part 2, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux d'abandons, correspondant à **30%** du montant total du bonus, soit XXXX € maximum ;
- Part 3, versée en fonction de l'atteinte des objectifs en termes de taux de sorties positives, correspondant à **40%** du montant total du bonus, soit XXXXX € maximum.

Le calcul du montant du bonus pouvant être versé pour chaque objectif s'effectue au regard de l'atteinte de résultats précisés dans le tableau figurant dans la fiche projet annexée au présent avenant (annexe n°1).

Article 4 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants dans le cadre de la mesure 100 000 stages

Le bénéficiaire s'engage à recruter « Nb_stagiaires_100_000_stages » stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur « mes démarches » selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Article 5 : Modalités de versement de la compensation

Article 5.1 : Le versement de l'acompte

L'Ecole de la deuxième chance peut, après la deuxième affectation de la compensation annuelle, demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués.

Le cumul de l'avance et de l'acompte ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la compensation.

Dans le cadre de la mesure 100 000 stages, le versement de l'acompte est conditionné à la saisie par l'Ecole de la deuxième chance des propositions de stages ou de contrats de travail sur la Plateforme Régionale « mesdemarches.iledefrance.fr ».

Au paragraphe 5 de l'article 5.2 de la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026, « le versement de l'acompte », il est prévu « pour y prétendre elle devra transmettre :

- un appel de fonds extrait du système d'information régional,
- Un extrait du grand livre de compte ou un état récapitulatif des dépenses acquittées au moment de la demande. Cet extrait ou cet état, signés par le représentant légal de la structure devra préciser le nom et qualité du signataire, et regrouper dans un même document : le nom des fournisseurs, la date et la référence des factures, la nature précise de la dépense, le montant HT et TTC,
- une liste des stagiaires extraite du système d'information régional, faisant état des stagiaires entrés en formation au moment de la demande.

Article 5.2 : Le versement du solde et du financement à la performance

Pour le versement du solde, conformément au paragraphe 5 de l'article 5.3 de la convention d'objectifs et de moyens 2023-2026, l'Ecole de la deuxième chance s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Un appel de fonds extrait du système d'information régional, signé par le représentant légal de la structure précisant le nom et qualité du signataire,
- Un extrait du grand livre de compte ou un état récapitulatif, des dépenses acquittées à l'issue de l'action. Cet extrait ou cet état, signés par le représentant légal de la structure devra préciser le nom et qualité du signataire, et regrouper dans un même document : le nom des fournisseurs, la date et la référence des factures, la nature précise de la dépense, le montant HT et TTC,
- La grille d'analyse financière complétées avec les coûts et les recettes effectivement réalisés, signée par le représentant légal de la structure et précisant le nom et qualité du signataire,
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes et ses annexes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal Officiel ; »
- les justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants dans le cadre de la mesure 100 000 stages (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Ces documents certifiés (à l'exception des justificatifs de recrutement des stagiaires ou alternants) devront être importés dans le système d'information régional.

Le versement du solde s'effectue par application du taux d'intervention régional défini lors de l'attribution de la compensation sur le montant total des dépenses réalisées et en fonction de l'atteinte des objectifs pour la partie relative au bonus lié au plan d'amélioration de service, selon les modalités définies dans l'avenant annuel.

Article 6 : obligations en matière de communication

L'article 2.4 : « Obligations en matière de communication » de la convention cadre est complété comme suit :

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la Charte de visibilité régionale disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle,

copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Article 7 : Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 01 janvier 2023.

La Présidente de la Région Île-de-France

Le Président de l'«Bénéficiaire »

Annexe 3 : Chèques mobilité solde 2023

MISSION LOCALE	AVANCE 2023 (Région)	SOLDE 2023 (Région)	TOTAL 2023 (Région)	AVANCE 2023 (Région + IDF Mobilité)	SOLDE 2023 (Région + IDF Mobilité)	TOTAL 2023 (Région + IDF Mobilité)
Mission Locale de Paris	103 029,00 €	43 500,00 €	146 529,00 €	147 184,28 €	62 142,86 €	209 327,14 €
Mission Locale de la Brie et des Morins	4 478,00 €	1 800,00 €	6 278,00 €	6 397,14 €	2 571,43 €	8 968,57 €
Mission Locale des Boucles de la Marne	7 215,00 €	1 778,02 €	8 993,02 €	10 307,14 €	2 540,03 €	12 847,17 €
Maison de l'emploi et de la formation Nord-Est 77 / Département mission locale	10 587,00 €	2 609,00 €	13 196,00 €	15 124,29 €	3 727,14 €	18 851,43 €
Mission Locale du Sud Ouest Seine et Marne / Mission Emploi-Insertion Melun Val de Seine	8 611,00 €	2 122,05 €	10 733,05 €	12 301,43 €	3 031,49 €	15 332,92 €
Mission Locale de la Plaine de France	12 561,00 €	2 820,00 €	15 381,00 €	17 944,29 €	4 028,57 €	21 972,86 €
Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud	52 544,00 €	12 948,65 €	65 492,65 €	75 062,86 €	18 498,07 €	93 560,93 €
Mission Locale du Bassin Economique de Montereau	3 903,00 €	2 800,00 €	6 703,00 €	5 575,71 €	4 000,00 €	9 575,71 €
Mission Locale de la Seine et du Loing	6 712,00 €	1 654,07 €	8 366,07 €	9 588,57 €	2 362,95 €	11 951,52 €
Mission Locale du Provençois	7 795,00 €	1 920,95 €	9 715,95 €	11 135,71 €	2 744,22 €	13 879,93 €
Mission Locale pour l'emploi du Plateau de Brie	6 263,00 €	1 543,42 €	7 806,42 €	8 947,14 €	2 204,88 €	11 152,02 €
ML Paris Vallée de la Marne	29 046,00 €	7 157,93 €	36 203,93 €	41 494,29 €	10 225,61 €	51 719,90 €
Mission Locale de Saint Quentin en Yvelines et des Environs - SQYWAY 16/25	31 374,00 €	7 731,63 €	39 105,63 €	44 820,00 €	11 045,18 €	55 865,18 €
Mission Locale du Mantois	23 519,00 €	5 795,89 €	29 314,89 €	33 598,57 €	8 279,84 €	41 878,41 €
Mission Locale Intercommunale des Mureaux	13 091,00 €	3 226,07 €	16 317,07 €	18 701,43 €	4 608,67 €	23 310,10 €
Mission Locale Intercommunale de Poissy - Conflans Sainte Honorine - MLIPC	17 158,00 €	3 580,00 €	20 738,00 €	24 511,43 €	5 114,29 €	29 625,72 €
Mission Locale Intercommunale de Rambouillet	5 872,00 €	1 447,06 €	7 319,06 €	8 388,57 €	2 067,23 €	10 455,80 €
Mission Locale de Saint Germain en Laye et des communes environnantes	5 591,00 €	1 608,56 €	7 199,56 €	7 987,14 €	2 297,94 €	10 285,08 €
Mission Locale de Sartrouville, Houilles, Maisons-Lafitte, Montesson, Carrières-sur-Seine, Le Mesnil-le-Roi	8 265,00 €	2 036,78 €	10 301,78 €	11 807,14 €	2 909,68 €	14 716,82 €
Mission Locale Intercommunale de Versailles	7 888,00 €	1 943,87 €	9 831,87 €	11 268,57 €	2 776,96 €	14 045,53 €
Mission Locale Nord-Essonne	21 676,00 €	5 341,71 €	27 017,71 €	30 965,71 €	7 631,01 €	38 596,72 €
Mission Locale des Trois Vallées	22 358,00 €	4 620,00 €	26 978,00 €	31 940,00 €	6 600,00 €	38 540,00 €
Mission Locale Sud-Essonne	6 281,00 €	2 500,00 €	8 781,00 €	8 972,86 €	3 571,43 €	12 544,29 €
VITA-LIS, Mission Locale Paris Saclay	23 837,00 €	5 974,25 €	29 811,25 €	34 052,86 €	8 534,65 €	42 587,51 €
Mission Locale du Val d'Orge	19 252,00 €	4 744,35 €	23 996,35 €	27 502,86 €	6 777,65 €	34 280,51 €
Insertion et Développement (I.D.) du Val d'Yerres Val de Seine	27 584,00 €	6 797,64 €	34 381,64 €	39 405,71 €	9 710,92 €	49 116,63 €
GIP Emploi Vallée Sud Grand Paris	26 859,00 €	10 500,00 €	37 359,00 €	38 370,00 €	15 000,00 €	53 370,00 €
GIP - Mission Locale Intercommunale Asnières sur Seine, Villeneuve La Garenne	9 396,00 €	2 315,50 €	11 711,50 €	13 422,86 €	3 307,85 €	16 730,71 €
Mission Locale de Clichy - Mission Clichoise pour l'Insertion Sociale Professionnelle des Jeunes	16 749,00 €	4 127,53 €	20 876,53 €	23 927,14 €	5 896,47 €	29 823,61 €
Mission Locale de Colombes - Association Colombienne pour l'Insertion Sociale et Professionnelle des Jeunes de 16 à 25 ans	6 664,00 €	1 642,24 €	8 306,24 €	9 520,00 €	2 346,05 €	11 866,05 €
Partenaires pour l'emploi - Mission locale Rives de Seine	14 319,00 €	2 999,00 €	17 318,00 €	20 455,71 €	4 284,29 €	24 740,00 €
Mission Locale pour l'insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes de Gennevilliers	4 101,00 €	3 000,00 €	7 101,00 €	5 858,57 €	4 285,71 €	10 144,28 €
Seine Ouest Entreprise et Emploi / Maison des Entreprises et de l'Emploi / activité Mission locale	17 809,00 €	3 800,00 €	21 609,00 €	25 441,43 €	5 428,57 €	30 870,00 €
Maison de l'emploi et de la formation de Nanterre / activité mission locale	10 345,00 €	4 500,00 €	14 845,00 €	14 778,57 €	6 428,57 €	21 207,14 €
Mission Locale d'Aubervilliers - A.I.S.P.J.A.	22 768,40 €	- €	22 768,40 €	32 526,29 €	- €	32 526,29 €
Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes d'Aulnay-sous-Bois	10 227,00 €	2 520,28 €	12 747,28 €	14 610,00 €	3 600,40 €	18 210,40 €
Mission Locale pour l'Emploi de la Dhuis	5 042,00 €	2 000,00 €	7 042,00 €	7 202,86 €	2 857,14 €	10 060,00 €
Mission Intercommunale pour l'insertion des Jeunes (MIJ)	36 567,00 €	9 011,36 €	45 578,36 €	52 238,57 €	12 873,37 €	65 111,94 €
Mission Intercommunale pour l'Emploi des Jeunes 4-93	57 316,00 €	- €	57 316,00 €	81 880,00 €	- €	81 880,00 €
Mission Locale pour l'Emploi Sud 93	17 163,00 €	4 229,55 €	21 392,55 €	24 518,57 €	6 042,22 €	30 560,79 €
Mission Locale de la Lyr - Pantin, Le Pré St Gervais, Les Lilas	19 944,20 €	4 914,92 €	24 859,12 €	28 491,71 €	7 021,32 €	35 513,03 €
Mission Locale de la Marne aux Bois	14 447,00 €	3 560,24 €	18 007,24 €	20 638,57 €	5 086,05 €	25 724,62 €
Mission Locale Intercommunale de St Denis, Pierrefitte - OBJECTIF EMPLOI	42 624,00 €	9 000,00 €	51 624,00 €	60 891,43 €	12 857,14 €	73 748,57 €
Mission Locale Intercommunale de Sevran, Tremblay en France, Villepinte	34 749,00 €	7 000,00 €	41 749,00 €	49 641,43 €	10 000,00 €	59 641,43 €
Mission Locale de Gagny, Villenomble, Les Pavillons sous Bois	9 843,00 €	2 425,65 €	12 268,65 €	14 061,43 €	3 465,22 €	17 526,65 €
Mission Locale Paris Terre d'Envol - MLPTE (Blanc Mesnils, Drancy, Dugny, le Bourget)	17 363,40 €	4 617,78 €	21 981,18 €	24 804,86 €	6 596,83 €	31 401,69 €
Mission Locale du Plateau Briard	13 067,00 €	3 500,00 €	16 567,00 €	18 667,14 €	5 000,00 €	23 667,14 €
Mission Locale Intercommunale du Nord Ouest du Val de Marne (INNOVAM)	37 093,00 €	7 708,00 €	44 801,00 €	52 990,00 €	11 011,43 €	64 001,43 €
Mission Locale d'Orly, Choisy Le Roi, Villeneuve le Roi, Ablon sur Seine (MLOCVA)	20 646,00 €	1 000,00 €	21 646,00 €	29 494,29 €	1 428,57 €	30 922,86 €
A.I.F.P. Mission Locale de la Plaine Centrale du Val de Marne	31 536,00 €	4 500,00 €	36 036,00 €	45 051,43 €	6 428,57 €	51 480,00 €
Mission Locale des Villes du Nord du Bois	13 018,00 €	3 000,30 €	16 018,30 €	18 597,14 €	4 286,14 €	22 883,28 €
Mission Locale de Bièvre Val de Marne	10 190,00 €	2 511,16 €	12 701,16 €	14 557,14 €	3 587,38 €	18 144,52 €
Mission Locale Intercommunale de Maisons Alfort, Charenton Le Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice	7 929,00 €	3 090,00 €	11 019,00 €	11 327,14 €	4 414,29 €	15 741,43 €
Mission Locale Intercommunale des Bords de Marne	15 423,00 €	3 800,75 €	19 223,75 €	22 032,86 €	5 429,65 €	27 462,51 €
Mission Locale des Portes de la Brie	5 891,00 €	1 451,74 €	7 342,74 €	8 415,71 €	2 073,92 €	10 489,63 €
Mission Locale Intercommunale d'Ivry-Vitry / GIP d'Ivry-Vitry	15 671,00 €	3 861,87 €	19 532,87 €	22 387,14 €	5 516,96 €	27 904,10 €
Hub de la Réussite - Mission Locale Nord Val D'Oise	7 308,00 €	1 800,94 €	9 108,94 €	10 440,00 €	2 572,77 €	13 012,77 €
Mission Locale Argenteuil-Bezons	29 317,00 €	8 000,00 €	37 317,00 €	41 881,43 €	11 428,57 €	53 310,00 €
Mission Locale Agir pour la Valorisation par l'Emploi et les Compétences - A.V.E.C.	19 350,00 €	9 000,00 €	28 350,00 €	27 642,86 €	12 857,14 €	40 500,00 €

MISSION LOCALE	AVANCE 2023 (Région)	SOLDE 2023 (Région)	TOTAL 2023 (Région)	AVANCE 2023 (Région + IDF Mobilité)	SOLDE 2023 (Région + IDF Mobilité)	TOTAL 2023 (Région + IDF Mobilité)
Mission Locale de la Vallée de Montmorency	42 313,00 €	10 427,37 €	52 740,37 €	60 447,14 €	14 896,24 €	75 343,38 €
A.I.S.P.J. - Mission Locale Val d'Oise Est	41 317,00 €	10 181,92 €	51 498,92 €	59 024,29 €	14 545,60 €	73 569,89 €
Mission Locale Cœur Val d'Oise - G.I.P Insertion anciennement Mission Locale de Taverny - G.I.P. Insertion	9 145,00 €	4 000,00 €	13 145,00 €	13 064,29 €	5 714,29 €	18 778,58 €
TOTAL	1 200 000,00 €	300 000,00 €	1 500 000,00 €	1 714 285,70 €	428 571,42 €	2 142 857,12 €

Annexe 4 - Fiches projet 1 "une chance pour tous"

DOSSIER N° 23006637 - COMMUNE DE MONTEREAU

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-657341-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	47 500,00 € TTC	80,00 %	38 000,00 €
	Montant total de la subvention		38 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur JAMES CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une collectivité qui se propose d'accompagner 101 jeunes dont 9 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :


Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	35 500,00	74,74%
Frais de communication	7 000,00	14,74%
Frais à l'organisation d'événements	5 000,00	10,53%
Total	47 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	38 000,00	80,00%
Autofinancement	9 500,00	20,00%
Total	47 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006619 - ASSOCIATION FILIGRANE

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	212 700,00 € TTC	75,04 %	159 600,00 €
	Montant total de la subvention		159 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION FILIGRANE
Adresse administrative : CENTRE D'AFFAIRES LES IRIS
91130 RIS ORANGIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rodrigue ABOSSOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une association qui se propose d'accompagner 166 jeunes « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :


Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	145 400,00	68,36%
Frais de communication	4 000,00	1,88%
Frais liés à l'organisation d'événements	3 800,00	1,79%
Frais de location de locaux	51 300,00	24,12%
Autres dépenses (fournitures)	8 200,00	3,86%
Total	212 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	159 600,00	75,04%
Département	3 600,00	1,69%
Etat	31 400,00	14,76%
CAF	3 300,00	1,55%
Agglomération Grand Paris Sud	14 800,00	6,96%
Total	212 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006631 - ASSOCIATION LE POLE

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	93 600,00 € TTC	74,36 %	69 600,00 €
Montant total de la subvention			69 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LE POLE

Adresse administrative : 139-147 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURI
93120 LA COURNEUVE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur HEDI CHENCHABI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est un organisme de formation qui œuvre auprès d'un public en difficulté et qui se propose d'accompagner 100 jeunes dont 60 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.

- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

SEINE SAINT DENIS

VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	49 200,00	52,56%
Frais de communication (flyers...)	4 000,00	4,27%
Frais liés à l'organisation d'évènements	11 500,00	12,29%
Frais de location de locaux	16 800,00	17,95%
Autres dépenses (Fournitures, télécom et internet, outils de suivi et de gestion, amortissement matériel...)	12 100,00	12,93%
Total	93 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	69 600,00	74,36%
Départements	12 000,00	12,82%
Etat	8 000,00	8,55%
Autofinancement	4 000,00	4,27%
Total	93 600,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006633 - DROP DE BETON

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	11 800,00 € TTC	43,22 %	5 100,00 €
	Montant total de la subvention		5 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DROP DE BETON MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 55 AV MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
33700 MERIGNAC
Statut Juridique : Association
Représentant : CENTRE SOCIAL MARCEL PAUL

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une association sportive de rugby féminin qui se propose d'accompagner 16 jeunes dont 2 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	7 700,00	65,25%
Frais de communication (flyers...)	400,00	3,39%
Frais liés à l'organisation d'événements	350,00	2,97%
Frais de location de locaux	3 000,00	25,42%
Impôts et taxes	250,00	2,12%
Assurance	100,00	0,85%
Total	11 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	5 100,00	43,22%
Département (demandé)	4 300,00	36,44%
Etat (DRAJES)	2 400,00	20,34%
Total	11 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, rel tif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 230-6634 - SAUVEGARDE DE L'ADOLESCENCE 75

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	250 000,00 € TTC	80,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE ADOLESCENCE

Adresse administrative : 3 RUE COQ HERON
75001 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Anne-Marie GOSSE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet-2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une structure d'insertion qui se propose d'accompagner 374 jeunes dont 106 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	150 000,00	60,00%
Frais de communication (flyers...)	10 000,00	4,00%
Frais liés à l'organisation d'évènements	30 000,00	12,00%
Frais de location de locaux	30 000,00	12,00%
Autres dépenses "Quote part Siège"	30 000,00	12,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	200 000,00	80,00%
Département	50 000,00	20,00%
Total	250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006635 - LA FERME DU PARC DES MEUNIER

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	40 500,00 € TTC	46,91 %	19 000,00 €
Montant total de la subvention			19 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FERME DU PARC DES MEUNIER

Adresse administrative : 60 RUE CHARLES NUNGESSER
94290 VILLENEUVE LE ROI

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Patrice FAUQUEMBERG, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une structure d'insertion qui se propose d'accompagner 25 jeunes dont 13 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnels	37 500,00	92,59%
Frais de communication (flyers...)	1 000,00	2,47%
Frais liés à l'organisation d'événements	1 000,00	2,47%
Autres dépenses : matériel pédagogique	1 000,00	2,47%
Total	40 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	19 000,00	46,91%
Département	8 500,00	20,99%
Etat (parrainage/marrainage)	5 000,00	12,35%
Valorisation du bénévolat	8 000,00	19,75%
Total	40 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23006636 - LA MONTAGNE VIVRA

Dispositif : Une chance pour tous (n° 00001318)

Délibération Cadre : CP2023-094 du 29/03/2023 modifiée

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125011-400

Action : 12501103- Structures d'insertion des jeunes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une chance pour tous	58 613,00 € TTC	66,88 %	39 200,00 €
	Montant total de la subvention		39 200,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MONTAGNE VIVRA
Adresse administrative : 18 RUE THIBAUT CHABRAND
95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Andrée SALGUES, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 8 juillet 2023 - 30 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'appel à projets « Une chance pour Tous » a pour ambition de mobiliser les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes comme des relais opérationnels de proximité afin de permettre l'orientation des jeunes vers l'offre de formation régionale et les E2C en vue de leur apporter une solution d'insertion professionnelle.

Public visé

Les jeunes franciliens de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, à savoir notamment :

- Jeunes pas ou peu qualifiés (niveau 4 et infra 4)
- Jeunes décrocheurs
- Jeunes de niveau 5 maximum si leurs qualifications ne sont pas adaptées au marché du travail
- Jeunes avec des problématiques spécifiques : en situation de handicap, sous-main de justice, bénéficiaires du revenu solidarité active (RSA)

Le porteur est une structure d'insertion qui se propose d'accompagner 68 jeunes dont 26 « public spécifique » (PJJ, BRSA, BOETH, MLDS).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional (TIR) et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

Localisation géographique :

 VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	34 813,00	59,39%
Frais liés à l'organisation d'événements	6 000,00	10,24%
Frais de location de locaux	8 000,00	13,65%
Autres dépenses (matériels éducatifs pour les ateliers, de bureau, de téléphone)	9 800,00	16,72%
Total	58 613,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région IDF	39 200,00	66,88%
Département	6 000,00	10,24%
Etat	5 400,00	9,21%
Autofinancement	7 013,00	11,96%
Autres Communes	1 000,00	1,71%
Total	58 613,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Convention annuelle type "une chance pour tous"

Pôle Formation Professionnelle et Apprentissage
Direction des Parcours Professionnels

CONVENTION REGIONALE ANNUELLE « UNE CHANCE POUR TOUS »

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP du
ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

et

La structure dénommée :
.....

dont le statut juridique est (*forme juridique*) :
.....

dont le n° SIRET et code APE sont :
.....

dont le siège social est situé au (*adresse*) :
.....
.....
.

ayant pour représentant :
.....

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,
d'autre part,

PREAMBULE :

Près de 250 000 jeunes franciliens restent aujourd'hui sans solution (jeunes déscolarisés, peu ou pas qualifiés...). Une orientation vers des solutions structurantes, touchant davantage de jeunes constitue donc un enjeu important.

Dans le cadre de sa politique de formation professionnelle visant une insertion durable dans le monde du travail, la Région ouvre plus de 70 000 places de formation avec pour objectif la construction d'un projet professionnel réaliste, l'acquisition de savoirs de base ou encore l'obtention d'une certification.

Afin de lever certains freins à l'entrée en formation, la Région propose également aux jeunes des aides complémentaires et associées à une entrée en formation dans un dispositif de

formation régional : le revenu jeune actif (RJA) le chèque permis de conduire ou encore la gratuité des transports.

Les structures présentes sur le terrain au contact des jeunes constituent des relais opérationnels de proximité, sur lesquels la Région choisit de s'appuyer pour orienter davantage de jeunes et mobiliser cette offre de formation.

La présente convention a pour objet l'octroi d'une subvention de fonctionnement pour l'orientation des jeunes de 16 à 25 ans sur un dispositif de formation, une aide régionale (aide au permis ou aide individuelle à la formation) ou vers les Ecoles de la deuxième chance, afin de permettre une insertion socio-professionnelle.

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier dans le cadre du dispositif

« Une chance pour tous » selon les modalités du règlement d'intervention modifié « appui à l'orientation des franciliens » tel qu'adopté par délibération n° CP 2023-094 du 29 mars 2023.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du Règlement "de minimis" n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le Règlement UE 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP XX-XX du XXXXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir (*nom du bénéficiaire*) au titre de l'année 2023, pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée

« fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE XXX€, soit un montant maximum de subvention de XX €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : OBLIGATIONS GENERALES

Durée de conservation :

Le bénéficiaire s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de dix ans après le dernier versement, ce à des fins de contrôles administratifs et financiers.

Obligations relatives au projet subventionné :

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans la fiche projet jointe à la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation du projet « Une chance pour tous » et à respecter les procédures définies par la Région pour elle-même et les interlocuteurs désignés par elle pour l'exécution de ces actions.

A ce titre, il s'engage à accompagner un prévisionnel de X jeunes de 16 à 25 ans selon les profils définis dans l'appel à projets « Une chance pour tous » ayant démarré au plus tard le

30/06/2024 et à leur permettre l'entrée dans un dispositif de formation ou l'obtention d'une aide régionale avant le 30 septembre 2024.

En référence à l'appel à projets « Une chance pour tous », le bénéficiaire s'engage également à :

- Renseigner, de manière complète, les informations demandées dans les systèmes d'information de la Région ;
- Transmettre les informations relatives aux bénéficiaires demandées par la Région,
- Fournir un rapport d'activité final des réalisations selon le modèle fourni par la Région,
- Procéder à l'évaluation de la satisfaction des bénéficiaires (acteurs et structures).

Obligations :

- à l'égard des jeunes

Le bénéficiaire s'engage à :

- Proposer à tout candidat, à titre d'information, avant l'entrée dans le dispositif un document descriptif présentant son déroulement et ses objectifs,
- Orienter le jeune vers le dispositif de formation régionale et/ou aides régionales les plus adaptés à sa situation,
- Être détenteur des autorisations et assurances pour les activités proposées.

-à l'égard de l'organisme payeur ASP (Agence de Services et de Paiement) :

Le bénéficiaire s'engage à :

- Transmettre toute pièce à la demande de la Région.

Article 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 2.3 : CONFIDENTIALITE ET RESPECT DES NORMES EN MATIERE DE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans toutes ses démarches, le porteur s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur, en veillant notamment à l'information et à l'exercice des droits des personnes concernées. Les dispositions RGPD sont indiquées en annexes I, II, III de la présente convention.

Article 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et

documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir le bilan financier et comptable annuel approuvé et certifié par le dirigeant et par l'expert-comptable ou par un commissaire aux comptes lorsque l'organisme en est doté.
- En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir trimestriellement l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention par le biais du système d'information régional dédié permettant son suivi dématérialisé.
- Respecter les obligations en matière d'achat de prestations auxquelles il peut être soumis tant au regard du droit français que du droit communautaire.
- Appliquer s'il y a lieu le code de la commande publique.

Article 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité.

Le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE RECRUTEMENT DES STAGIAIRES OU ALTERNANTS

Concernant la mise en œuvre de la mesure « Trouver un stage pour les jeunes franciliens » en application de la délibération N°CR 08-16 du 18 février 2016.

Le bénéficiaire s'engage :

- à recruter, au titre de l'année 2023, au minimum un stagiaire ou alternant pour une période minimale totale de deux mois,

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur le SI dédié aux aides régionales (mesdemarches) selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

- à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, ou acompte), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 6 mois, par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de demande de premier versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois ans pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles de l'acompte.

Article 3.2 : MODALITES DE CALCUL

Le montant de la subvention attribuée par la Région est calculé sur la base d'un taux d'intervention régional et d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée.

Ce calcul est réalisé de deux façons distinctes :

- ☛ D'une part, sur la base d'un taux d'intervention régional en fonction des dépenses réalisées pour le projet. Celui-ci est de 80% maximum, dans la limite d'un montant d'aide de 200 000€.
- ☛ D'autre part, sur la base d'un barème forfaitaire d'accompagnement déterminé selon le type de public/aide ou formation visée :
 - 100€ pour l'obtention d'un chèque permis de conduire mis en œuvre par la Région (relevant de la catégorie « demandeur d'emploi résidant en Quartier Politique de la Ville ou en Zone Rurale Régionale ») ;
 - 400€ pour l'entrée d'un jeune dans une formation financée par la Région ou vers une E2C ;

- 600€ pour l'entrée d'un jeune dans une formation financée par la Région éligible au revenu jeune actif (à la prime « métier en tension »).
- 800€ pour l'entrée d'un jeune dans une formation financée par la Région ou vers une E2C public spécifique (PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse), bRSA bénéficiaires du RSA (Revenu de Solidarité Active), BOETH (Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés), MLDS ((Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire).
- 1200€ pour l'entrée d'un jeune dans une formation financée par la Région éligible au revenu jeune actif (à la prime « métier en tension ») public spécifique (PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse), bRSA bénéficiaires du RSA (Revenu de Solidarité Active), BOETH (Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés), MLDS (Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire).

La subvention versée correspondra au montant le moins élevé obtenu entre le calcul au TIR et le calcul au barème.

NB : dispositifs éligibles aux différents barèmes listés en annexe. (Annexe à réaliser)

Article 3.3 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention doit être remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Chaque demande de versement doit être impérativement générée à partir du système d'information de la Région.

Article 3.3.1 : VERSEMENT D'ACOMPTE

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte calculé sur la base des dépenses réalisées, dans la limite du taux d'intervention et en application des barèmes définis plus haut pour chaque entrée effective dans une formation de la Région ou dans une Ecole de la 2ème Chance réalisée avant le 29 février 2024.

Le versement d'un acompte est subordonné à la production (3 documents) :

- De la demande de versement d'acompte, générée à partir du système d'information de la Région,
- D'un état récapitulatif des paiements. Cet état récapitulatif doit préciser les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.
- Du tableau de reporting des entrées en formation (modèle transmis par la Région) complété.

Pour les subventions attribuées à des personnes morales de droit privé ou ne disposant pas d'un comptable public, ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté, à défaut par le trésorier.

Pour les subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, ces documents doivent être signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

ARTICLE 3.3.2 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de versement du solde est ferme et définitive.

Le solde est calculé sur la base des dépenses réalisées, dans la limite du taux d'intervention et en application des barèmes définis plus haut pour chaque entrée effective dans une formation de la Région ou dans une Ecole de la 2ème Chance réalisée avant le 30 septembre 2024.

Le solde doit être effectué sur appel de fonds, signé par le représentant habilité de l'organisme, qui certifiera l'achèvement et le paiement complet de l'opération.

Le porteur devra fournir à l'appui de ses demandes de paiement un état récapitulatif des dépenses ainsi que le tableau de reporting des entrées en formation (modèle transmis par la Région) complété.

La subvention ne pourra être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde de la subvention est effectué sur appel de fonds et est subordonné à la production de (5 documents) :

- La demande de versement du solde, générée à partir du système d'information de la Région,
- Le compte rendu financier final,
- Un état récapitulatif des paiements, qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées et/ou l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés.
- Le rapport d'activité final,
- Du tableau de reporting des entrées en formation (modèle transmis par la Région) complété.

Pour les subventions attribuées à des personnes morales de droit privé ou ne disposant pas d'un comptable public, ces documents doivent être datés et signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté, à défaut par le trésorier.

Pour les subventions attribuées à des bénéficiaires disposant d'un comptable public, ces documents doivent être signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ces documents seront adressés à la Région au maximum six mois après la date de fin du projet.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

Le montant total de la subvention ne dépassera en aucun cas le montant prévisionnel fixé par la convention.

Pour toute personne entrée en formation, les justificatifs suivants devront être collectés et conservés :

- Pièce d'identité
- Contrat de formation pour justifier de l'entrée effective dans un dispositif régional

Pour les jeunes concernés, les justificatifs suivants devront être collectés et conservés :

- Attestation suivi MLDS pour les décrocheurs ;
- Attestation PJJ/SPIP (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation) pour les jeunes

- sous-main- de justice ;
- Attestation / Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé pour les jeunes en situation de handicap ;
- Attestation RSA pour les bénéficiaires.

Article 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du..... (*date de démarrage de l'action ou à défaut la date de la CP*) et jusqu'à la date de fin du projet (au plus tard le 30 septembre 2024).

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir la date de la délibération d'attribution de la commission permanente.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire des cinq documents nécessaires au calcul du solde de la subvention figurant à l'article 3.3.2 de la présente convention.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui ne peuvent recevoir de solution amiable sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

La Région est compétente pour exercer tout contentieux relatif aux dispositifs dont le paiement ou la gestion sont confiés au sous-traitant par la présente convention.

Cette disposition ne fait pas obstacle à l'action du sous-traitant en matière de recouvrement par son agent comptable.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et son annexe dénommée « fiche projet » adoptées par délibération n° CP XX-XX du

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, en 2 exemplaires originaux

Le

**Pour la présidente
du conseil régional d'Île-de-France**

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

ANNEXE I - Clause RGPD sur la confidentialité et le respect des normes en matière de traitement des données à caractère personnel

Pour les besoins du présent article, les parties sont dénommées conformément aux définitions énoncées à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après, le « RGPD ») comme suit :

- le porteur de projet retenu est dénommé « Sous-traitant » ;
- la Région Ile-de-France est dénommée le « Responsable de traitement ».

Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier au RGPD ainsi qu'aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

L'objet du traitement est l'orientation des jeunes Franciliens âgés de 16 à 25 ans révolus, éloignés de l'emploi, vers les programmes de formation professionnels de la Région Île-de-France.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- ☒ Collecte de données
- ☒ Enregistrement de données
- ☒ Organisation de données
- ☒ Structuration de données
- ☒ Conservation de données
- ☒ Adaptation ou modification de données
- ☒ Extraction de données
- ☒ Consultation de données
- ☒ Utilisation de données
- ☒ Communication de données (transmission ou toute autre forme de mise à disposition)
- ☒ Rapprochement de données
- ☒ Interconnexion de données
- ☒ Limitation de données
- ☒ Effacement de données
- ☒ Destruction de données

Les finalités du traitement sont :

- Gestion des dispositifs de la formation professionnelle
- Communication institutionnelle
- Contrôles et évaluations des dispositifs de formation professionnelle
- Gestion des demandes d'information

Les catégories de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)
- ☒ Autres, préciser : données de connexion et de localisation

Données sensibles ou à caractère hautement personnel

- ☒ Données concernant la santé
- ☒ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

Les **catégories de personnes** concernées sont les bénéficiaires du dispositif une chance pour tous dont les critères sont indiqués à l'article 2.1:

- ☒ Mineurs
- ☒ Particuliers

Pour l'exécution du présent contrat, le Responsable de traitement met à la disposition du Sous-traitant les informations nécessaires pour la réalisation des opérations de traitement.

Durée du traitement :

La durée du traitement est la durée du présent marché.

Le Sous-traitant s'engage à appliquer les durées de conservation des données selon les instructions du Responsable de traitement afin de lui permettre de respecter son obligation d'appliquer une durée de conservation n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées.

III - Formalités

Chacune des parties fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.

IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe du présent contrat. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le Sous-traitant s'interdit de :

- divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées;
- prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soit la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies au cours de l'exécution des présentes.

1. Mesures techniques et organisationnelles de sécurité du traitement

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le Sous-traitant prend toutes les mesures techniques et organisationnelles requises afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le Sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles définies à l'Annexe II « Mesures de sécurité ».

Le Sous-traitant s'engage à maintenir ses moyens au cours de l'exécution des présentes et à défaut, à en informer immédiatement le Responsable de traitement.

2. Sous-traitance des prestations du Sous-traitant

Le sous-traitant ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « **le sous-traitant ultérieur** ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai maximum de 72h à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

3. Droit d'information des personnes concernées

Le sous-traitant, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le responsable de traitement avant la collecte de données (cf. Annexe III).

4. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à donner des directives post-mortem sur le sort des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr

5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par messagerie électronique à l'adresse suivante : dpo@iledefrance.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente. Une adresse mail d'alerte sera fournie à l'ASP par le responsable du traitement.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Lorsque le Responsable de traitement doit gérer une violation de données à caractère personnel qui concerne les traitements réalisés par le Sous-traitant, ce dernier aide le Responsable de traitement à respecter son obligation de notification à l'autorité de contrôle et de communication de la violation à la personne concernée lorsque la violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour ses droits et libertés.

6. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

7. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, dès sa désignation conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

8. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette

organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

9. Documentation et gestion de la preuve

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Cette documentation sera notamment constituée de tous les éléments permettant de démontrer que les traitements sont effectués conformément à une instruction du Responsable de traitement.

10. Audit

Le Sous-traitant permettra la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté.

Le Sous-traitant s'engage à contribuer à la réalisation de ces audits.

Dans le cas où le Sous-traitant ferait l'objet d'une enquête ou d'une demande d'information par l'autorité de contrôle concernant tout traitement effectué pour le compte du Responsable de traitement, le Sous-traitant s'engage à en informer le Responsable de traitement au plus tard dans les 24 heures suivantes à la demande d'information de l'autorité de contrôle et à satisfaire cette enquête ou demande.

11. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

ANNEXE II - Clause les mesures de sécurité liées au RGPD

Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité du traitement mises en œuvre par le Sous-traitant doivent concerner les thématiques suivantes recensées par la CNIL :

- sensibiliser les utilisateurs ;
- authentifier les utilisateurs ;
- gérer les habilitations et les droits d'accès ;
- tracer les accès et gérer les incidents ;
- sécuriser les postes de travail ;
- sécuriser l'informatique mobile ;
- protéger le réseau informatique interne ;
- sécuriser les serveurs ;
- sécuriser les sites web ;
- sauvegarder et prévoir la continuité d'activité ;
- archiver de manière sécurisée ;
- encadrer la maintenance et la destruction des données ;
- gérer la sous-traitance ;
- sécuriser les échanges avec d'autres organismes ;
- protéger les locaux ;
- encadrer les développements informatiques ;
- chiffrer, garantir l'intégrité ou signer.

Elles sont mises en œuvre selon les recommandations prévues dans le guide accessible à l'adresse suivante :

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil_guide_securite_personnelle.pdf

ANNEXE III - Mentions d'information RGPD

Mentions d'information (version longue)

Le sous-traitant informe le bénéficiaire de l'aide des données traitées informatiquement. A ce titre, le sous-traitant porte à la connaissance du bénéficiaire la mention suivante :

1.Finalité du traitement. En tant que responsable de traitement, la Région Ile-de-France met en œuvre un traitement de données vous concernant ayant pour finalité le versement de l'aide que vous percevez ce qui inclut le contrôle des prestataires ainsi que le contrôle, le suivi et l'évaluation des dispositifs de formation professionnelle.

2.Base juridique du traitement. Le fondement juridique de ce traitement est l'exécution d'une mission d'intérêt public.

3.Destinataires des données. Les données collectées sont destinées aux membres du personnel habilités du Pôle Formation Professionnelle et apprentissage de la Région Ile-de-France, ainsi qu'au personnel habilité de l'Agence des Services et Paiements (ASP) en charge de votre paiement, à l'Etat via la plateforme AGORA, et à la plateforme VOCAZA pour la réalisation des enquêtes.

4.Durée de conservation des données. Vos données sont conservées pour une durée de 10 ans à compter de la clôture administrative de votre dossier à des fins de contrôles administratif et financier.

5.Vos droits sur les données. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données ainsi que d'un droit à la limitation du traitement.

Vous disposez également du droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'exécution d'une mission d'intérêt public.

6. Les demandes relatives à l'exercice de vos droits s'effectuent auprès de notre Délégué à la Protection des Données dont les coordonnées sont précisées ci-dessous.

7. Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés.

Responsable de traitement et Délégué à la protection des données. Vous pouvez contacter la Région Île-de-France en tant que responsable de traitement et son délégué à la protection des données à l'adresse mail suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.

Mention d'information (version allégée)

En tant que responsable de traitement, la Région Ile-de-France met en œuvre un traitement de données vous concernant ayant pour finalité le versement de l'aide que vous percevez ce qui inclut le contrôle des prestataires ainsi que le contrôle, le suivi et l'évaluation des dispositifs de formation professionnelle. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition de vos données, ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et pour exercer vos droits, vous pouvez vous reporter à la Politique de Confidentialité de la Région accessible à l'adresse suivante : <https://www.iledefrance.fr/politique-externe-de-protection-des-donnees>. Vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de la Région Île-de-France pour de plus amples informations sur notre politique de protection des données à l'adresse mél suivante : dpo@iledefrance.fr et à l'adresse postale suivante : Région Île-de-France, Pôle Transformation Numérique, à l'attention du Délégué à la Protection des Données, 2 rue Simone Veil 93400, Saint-Ouen-sur-Seine.

Annexe 6 : Fiches projet écoles de production - Fonctionnement

DOSSIER N° 23004060 - SOUTIEN AUX ECOLES DE PRODUCTION 2023 - FERME ECOLE GRAINES D'AVENIR

Dispositif : Soutien aux écoles de production (fonctionnement) (n° 00001283)

Délibération Cadre : CP2022-150 du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125010-400

Action : 12501002- Ecoles de production

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux écoles de production (fonctionnement)	120 000,00 € TTC	100,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FERME ECOLE GRAINES D'AVENIR
Adresse administrative : 3 CLOS MIGUEL DE CERVANTES
78280 GUYANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAVID TUCHBANT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet couvert par cette demande correspond à trois années scolaires pour une promotion, dont le parcours en 3 ans a débuté à la rentrée scolaire de 2022.

Description :

Intitulé du projet :

Former des jeunes au métier de maraîcher primeur
et les préparer aux diplômes du CAP primeur (2 premières années)
et un titre professionnel d'ouvrier de production horticole (3ème

L'école de production a pour objectif de former et d'accompagner des jeunes à partir de 15 ans, y compris ceux d'entre eux qui rencontrent de graves difficultés scolaires et/ou sociales. Il s'agit de leur offrir un soutien éducatif au travers de l'enseignement des métiers de maraîcher primeur, en les préparant à l'obtention des diplômes du CAP primeur (2 premières années) et au titre professionnel d'ouvrier de production horticole (3ème année - diplôme à confirmer).

Pour cela, nous nous appuyons sur la pédagogie du "Faire pour apprendre" des écoles de production. Les jeunes produisent des fruits et légumes, des végétaux en agriculture biologique, les transforment (jus, soupe, fraîche découpe) et/ou les vendent pour répondre à de vraies commandes de vrais clients, avec de vraies machines, accompagnés par un maître professionnel expérimenté. L'expérience ainsi acquise permet aux jeunes de développer leur savoir-être en parallèle de l'acquisition des savoirs et des savoir-faire liés à la pratique du métier.

Public(s) visé(s) : L'école de production accueille des jeunes à partir de 15 ans (exceptionnellement 14 ans).

Ces jeunes sont orientés vers l'école de production par les collèges (jeunes en voie de décrochage) ou les partenaires (mission locale, CIO, ...)

Nombre de bénéficiaire : 8

Partenaires : Département des Yvelines, SQY, commune de Magny-les-Hameaux, Chambre d'Agriculture d'IdF, Ferme de Gally, SAUVAJE, Ferme Trubuil Bot, Transgourmet, SODEXO, Secours Catholique, Fondation de France, DDETS 78, ...

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 100%

Calcul de l'aide :

Montant par élève x nombre d'élèves x nombre d'années :

5000 € x 8 x 3 = 120 000 €

Localisation géographique :

 YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

DOSSIER N° 23004063 - SOUTIEN AUX ECOLES DE PRODUCTION 2023 - IRON ACADEMY

Dispositif : Soutien aux écoles de production (fonctionnement) (n° 00001283)

Délibération Cadre : CP2022-150 du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125010-400

Action : 12501002- Ecoles de production

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux écoles de production (fonctionnement)	180 000,00 € TTC	100,00 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE PRODUCTION GRAND PARIS
NORD
Adresse administrative : 50 AVENUE DU COLONEL ROL TANGUY
93240 STAINS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT DUBOIS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet couvert par cette demande correspond aux deux années scolaires de la promotion entrée en 2022, soit les années 22/23 et 23/24

Description :

Intitulé du projet :

Former des jeunes au métier de serrurier métallier et les préparer au diplôme CAP serrurier métallier

L'école de production a pour objectif de former et d'accompagner des jeunes à partir de 15 ans, y compris ceux d'entre eux qui rencontrent de graves difficultés scolaires et/ou sociales. Il s'agit de leur offrir un soutien éducatif au travers de l'enseignement des métiers de la métallerie, en les préparant à l'obtention du CAP serrurier métallier.

Pour cela, nous nous appuyons sur la pédagogie du "Faire pour apprendre" des écoles de production. Les jeunes produisent (décrire ici le type d'action réalisées par les jeunes) pour répondre à de vraies commandes de vrais clients, avec de vraies machines, accompagnés par un maître professionnel expérimenté. L'expérience ainsi acquise permet aux jeunes de développer leur savoir-être en parallèle de l'acquisition des savoirs et des savoir-faire liés à la pratique du métier.

L'Ecole met en place des visites de l'atelier, baptême de soudure pour faire découvrir les métiers de la métallerie, aussi bien pour les jeunes filles que les jeunes hommes.

Publics visés : L'école de production accueille des jeunes à partir de 15 ans.

Ces jeunes sont orientés vers l'école de production par les collèges (jeunes en voie de décrochage) ou les partenaires (mission locale, CIO, ...)

Nombre de bénéficiaire : 18

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 100%

Partenaires :

Un partenariat se crée avec les collèges, SEGPA, mission locales, AFPA, services jeunesse, services de la prévention spécialisée de Seine-Saint-Denis mais aussi Paris et Val d'Oise. En particulier, la mission locale de Pierrefitte, Stains, Paris, l'AFPA de Stains, Nanterre, les associations APCIS, AFPAP, ALMA, AS football Sarcelles, les structures conventionnées pour les mineurs isolés avec Aurore, Croix Rouge, TIMMY.

Calcul de l'aide :

Montant par élève x nombre d'élèves x nombre d'année :

5 000 € x 18 x 2 = 180 000 €

Localisation géographique :

🏠 SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

DOSSIER N° 23004064 - SOUTIEN AUX ECOLES DE PRODUCTION 2023 - ICAM - PROMOTION 2022-2023

Dispositif : Soutien aux écoles de production (fonctionnement) (n° 00001283)

Délibération Cadre : CP2022-150 du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 932-256-65748-125010-400

Action : 12501002- Ecoles de production

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux écoles de production (fonctionnement)	120 000,00 € TTC	100,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ICAM GRAND PARIS SUD INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS SITE DE GRAND PARIS SUD

Adresse administrative : 34 POINTS DE VUE
77127 LIEUSAINT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur MATTHIEU VICOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2022 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet couvert par cette demande correspond au parcours en deux années scolaires de la promotion entrée en 2022, soit les années 22/23 et 23/24.

Description :

Intitulé du projet :

Former des jeunes au métier d'opérateur-régleur (usinage) et les préparer au diplôme du CAP Conducteur d'Installations de Production (CIP)

L'école de production a pour objectif de former et d'accompagner des jeunes à partir de 15 ans, y compris ceux d'entre eux qui rencontrent de graves difficultés scolaires et/ou sociales. Il s'agit de leur offrir un soutien éducatif au travers de l'enseignement du métier d'opérateur-régleur sur machines à commandes numérique d'enlèvement de matière (usinage), en les préparant à l'obtention du diplôme de Conducteur d'Installations de Production (CIP).

Pour cela, nous nous appuyons sur la pédagogie du "Faire pour apprendre" des écoles de production. Les jeunes produisent des pièces usinées pour répondre à de vraies commandes de vrais clients, avec des machines industrielles, accompagnés par des maîtres professionnels expérimentés. L'expérience ainsi acquise permet aux jeunes de développer leur savoir-être en parallèle de l'acquisition des savoirs et des savoir-faire liés à la pratique du métier.

L'Icam présente l'originalité d'être à la fois une école d'ingénieur et une école de production.
A l'image de l'entreprise où il y a des cadres et des ouvriers, l'Icam souhaite vivre une mixité sociale.

L'Icam a prévu d'ouvrir une nouvelle section sur un métier en tension à partir de septembre 2023.

Publics visés : L'école de production accueille des jeunes à partir de 15 ans.
Ces jeunes sont orientés vers l'école de production par les collèges (jeunes en voie de décrochage) ou les partenaires (mission locale, CIO, PJJ, association de suivi de MNA, ...)

Nombre de bénéficiaire : 12

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 90%

Partenaires :

Insertion / éducation :

Collèges / Lycées, CIO, Missions Locales, PJJ, Villes (notamment Savigny le temple), association de suivi des MNA dont la croix-rouge

Institutionnels :


Ministère du travail, Préfecture d'Île de France, Conseil Régional d'Île de France, Communauté d'Agglomération de Grand Paris Sud, la FNEP, le Groupement des Industrie de la Métallurgie (G.I.M.)

Industriels :

Plusieurs PME du territoire dont Safran Aerosystems et Alpine

Calcul de l'aide : montant par élève x nombre d'élève x nombre d'année :
 $5\,000\text{ €} \times 12 \times 2 = 120\,000\text{ €}$

Localisation géographique :

 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Annexe 7 : Fiche projet école de production - Investissement

DOSSIER N° 23005238 - INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS (ICAM) - SITE DE GRAND PARIS SUD - TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET ACQUISITION D'EQUIPEMENTS

Dispositif : Soutien aux écoles de production (investissement) (n° 00001284)

Délibération Cadre : CP2022-150 du 23/03/2022

Imputation budgétaire : 902-256-20421-125010-400

Action : 12501001- Ecoles de production

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux écoles de production (investissement)	260 000,00 € HT	38,46 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT CATHOLIQUE D'ARTS ET METIERS - SITE DE GRAND PARIS SUD
Adresse administrative : 34 POINTS DE VUE
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MATTHIEU VICOT, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : travaux d'aménagement et acquisition d'équipements.

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'école de production de l'Institut Catholique d'Arts et Métiers (ICAM) - Site de Grand Paris Sud qui a ouvert ses portes en 2017, est une structure qui accompagne et forme, en 2 ans, 24 jeunes au sein d'une section usinage tournage-fraisage (CAP Conducteur d'Installation de Production). Elle a l'expérience du suivi de 5 promotions dont 3 diplômés et 2 en cours de formation. Elle est insérée au sein du réseau de la Fédération Nationale des Ecoles de Production et des 5 autres écoles de production ICAM. Dans le cadre du développement de son école, l'ICAM - Site de Grand Paris Sud souhaite ouvrir une 2^{ème} section sur un second métier "Electricité" pour atteindre un nombre d'élèves de 48. Pour créer cette 2^{ème} section, l'ICAM doit, pour la partie travaux, réorganiser l'atelier, créer des vestiaires, aménager une zone de bureau et, pour la partie équipements, acquérir du nouveau matériel, un véhicule pour le chantier et des maquettes pédagogiques. Les travaux comprendront :

- Réorganisation de l'atelier : depuis la création de l'école de production, l'atelier (section usinage) s'est développé, installé et organisé sans la présence d'une deuxième section. Avec le projet section "électricité", une réorganisation s'impose avec notamment le déplacement des machines d'usinage pour avoir une organisation cohérente pour les 2 sections.

- Création de vestiaires : l'école fonctionne avec une zone vestiaire provisoire. Un aménagement très simple a été mis en place. Aujourd'hui dans la perspective d'une installation pérenne, les travaux permettront la construction de vestiaires fonctionnels et durables pour accueillir les 2 sections.

- Création d'espaces de bureau : les maîtres professionnels sont implantés au milieu de l'atelier sans espace dédié. Dans la perspective d'une installation fonctionnelle et durable, un espace de bureau "maîtres professionnels" sera créé pour 7 personnes (6 maîtres professionnels + un technico-commercial) et un espace de bureau "éducatif" pour 3 personnes pour des temps d'échange ponctuels (un éducateur + un maître professionnel + un jeune ou l'éducateur + 2 jeunes). Ces travaux seront réalisés avec des cloisons semi-vitrées et un toit.

L'acquisition d'équipements comprendra :

- Véhicule pour le chantier : pour assurer les déplacements du matériel, des élèves et d'un maître professionnel sur les chantiers, un véhicule adapté de type petit utilitaire sera acquis.

- Maquettes pédagogiques, divers équipements destinés à l'atelier "électricité ainsi que de l'équipement pour adapter le système d'air comprimé (compresseur) et du matériel informatique.

Soit un montant total investissement de 260 000 € HT.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 LIEUSAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	122 500,00	47,12%
Equipements	137 500,00	52,88%
Total	260 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Association ICAM	135 000,00	51,92%
Fondation EIFFAGE	25 000,00	9,62%
Subvention région Île-de-France	100 000,00	38,46%
Total	260 000,00	100,00%